

File
Dosier

GS 785-47

Volume

Department
Ministère

COSTS INCURRED BY FEDERAL DEPTS.

Subject	Sujet
---------	-------

RE COSMOS 954 INCIDENT

GC 40-3

7690-21-849-8686

I-M-P-O-R-T-A-N-T

IF THIS FILE IS ROUTED TO ANOTHER OFFICE OR PERSON, SEND FILE TRANSFER NOTICE TO YOUR RECORDS UNIT.

SI LE PRÉSENT DOSSIER EST ACHÉMINÉ À UN AUTRE BUREAU OU UNE AUTRE PERSONNE, FAIRE PARVENIR UNE FORMULE "NOUVEAU DÉTENTEUR" À VOTRE SERVICE DES DOSSIERS.



7690-21-849-8686

[illegible]

FILE USER REMINDER

PROMPTLY RETURN FILES WHEN NOT ACTIVELY USING THEM.

USE ONE OF THE B.F. SYSTEMS IF FILE IS NEEDED AT A LATER DATE.

WHEN P.A.ING CORRESPONDENCE: LEGIBLY WRITE
P.A., INITIALS AND/OR P.A. No. IN BLUE INK AND
CLIP CORRESPONDENCE TO INSIDE FRONT COVER.

USE FORM A-5 RATHER THAN ACTION REQUEST IF INFORMATION IS TO BE RECORDED.

DO NOT REMOVE CORRESPONDENCE FROM FILE.

RAPPEL AUX USAGERS DES DOSSIERS

RETOURNER LE DOSSIER AUSSÎT QU'ON EN A TERMINÉ.

SE SERVIR D'UN DES SYSTÈMES DE RAPPEL SI ON A BESOIN DU DOSSIER À UNE DATE ULTÉRIEURE.

POUR CLASSER LA CORR: INSCRIRE LISIblement À C., LES INT.
ET (OU) LE No DE À C. À L'ENCRE BLEU, ET ATTACHER LA CORR. À
L'INTÉRIEUR DE LA COUVERTURE DU DOSSIER.

SE SERVIR DE LA FORMULE A-5 PLUTÔT QUE DE LA "FICHE DE SERVICE" SI DES RENSEIGNEMENTS DOIVENT ÊTRE CONSIGNÉS.

NE PAS RETIRER LA CORRESPONDANCE DU DOSSIER.

PREV. FILE

GS 785-47 D. 1978

PREV. FILE HELD IN ARCHIVES

UNIT - R.M.B.

VOL. 1 - 78-4-01 TO 78-07-31

VOL. 2 - 78-08-01 TO 78-12-31

SUPP A D. 78

Trans TO P. A.C.

DESTROYED - DÉTRUIT

File
Dossier

GS 785-47

Volume

Department
Ministère

Subject
Sujet

COST INCURRED BY FEDERAL DEPTS.
RE COSMOS 954 INCIDENT

FROM: 579-1-1 TO

D. 1980

GC 40-3

7690-21-849-8686

S.

Clerk

Commis
S.D.

DATE

TO - À

Clerk
Commis
S.D.

DATE

TO - À

80.7.17

CE 01/P W J

HISTORICAL
MATERIAL
MATÉRIEL HISTORIQUE

PREV. FILE HELD IN ARCHIVES
UNIT - R.M.B.

Trans. To P.A.C

COSMOS 954 - COSTS INCURRED BY FEDERAL DEPARTMENTS

GS-785-47

Expenditures attributable to the Cosmos 954 incident. Fragments from the nuclear-powered Cosmos 954 satellite impacted in the Northwest Territories between Great Slave Lake and Baker Lake on 1978/01/24. The search for the radioactive debris of Cosmos 954 began almost immediately.

CORRES	1978/04/01 to 1978/12/31	GS-785-47	(1978)
	1979/01/04 to 1980/07/16	GS-785-47	(1980)
	Supp A	GS-785-47	(1980)

23256.AHS

ADMINISTRATIVE RECORD

DIV: HQ MUNICIPALITY: OTTAWA RECORDS OFFICE: CONST. SQUARE PROV: ONT
FILE NUMBER: GS-785-47 DEAD YEAR: 1980 BF DATE:
PREV/SUBS FILES: RELATED FILES: N (Y/N) CHARGE-OUTS: N (Y/N)
CAPTION: COST INCURRED BY FEDERAL DEPTS RE: COSMOS 954 INCIDENT

NOTES:

INITIAL: RAT DATE OF ENTRY: 1994/02/18
VOLUMES: 1 SUPPS: 1 MICROFILM: 0 DISP DATE: 1995/07/10

VOL NO A: 1 FR A: 1980/04/01 TO A: 1980/07/16 DISP A: HISTORICAL
VOL NO B: SUPP.A FR B: TO B: DISP B: HISTORICAL
VOL NO C: FR C: TO C: DISP C:
VOL NO D: FR D: TO D: DISP D:
VOL NO E: FR E: TO E: DISP E:
VOL NO F: FR F: TO F: DISP F:

SPECIAL STATUS:
STORAGE LOC: RCMP ARCHIVES ACCESSION NO: LABEL:

RELATED FILES:

CHARGE-OUTS

DIV: HQ MUNICIPALITY: OTTAWA RECORDS OFFICE: CONST. SQUARE PROV: ONT
FILE #: GS-785-47 DEAD YEAR: 1980

USER IDENTITY	VOLUMES OUT	OUT DATE	RETURN DATE
U1:	V1:	OD1:	RD1:
U2:	V2:	OD2:	RD2:

NUMBER OF OVERDUE NOTICES SENT

NOTICES 1: 0

NOTICES 2: 0

PAST CHARGE-OUTS

CHARGE-OUT 1: RETURN DATE 1:
CHARGE-OUT 2: RETURN DATE 2:
CHARGE-OUT 3: RETURN DATE 3:



Government
of Canada

Gouvernement
du Canada

MEMORANDUM

NOTE DE SERVICE

103
~~SECRET~~

JUL 24 1980

TO
À

Officer i/c Budgeting & Accounting
Systems Directorate

FROM
DE

S/Sgt. E.P. Craig,
Legal Branch

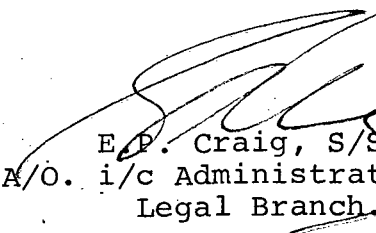
SUBJECT
OBJET

Cosmos 954

SECURITY - CLASSIFICATION - DE SÉCURITÉ	
CONFIDENTIAL	
OUR FILE/NOTRE RÉFÉRENCE	
YOUR FILE/VOTRE RÉFÉRENCE	
GS-785-47 ✓	
DATE	80-07-16

Attached are materials received from External
Affairs this date.

EPC:sm
Attach.


E.P. Craig, S/Sgt.,
A/O. i/c Administrative Section,
Legal Branch.

P.A.
CFD 111

EXTERNAL AFFAIRS



AFFAIRES EXTÉRIEURES

TO
A FLP

FROM
De FLE

REFERENCE
Référence

SUBJECT
Sujet Rapport de Négociations - Réclamation
"Cosmos 954"

SECURITY
Sécurité CONFIDENTIEL

DATE le 9 juillet 1980

NUMBER
Numéro FLE-823

FILE	DOSSIER
OTTAWA	
66-7-COSMOS-954-LEGAL	
MISSION	

ENCLOSURES
Annexes

DISTRIBUTION

FLE/Wall
CEA/MacLaine
JUST/Jordan
JUST/Fitz-
Gerald
JUST/Kelen
AIN/Mme M.E.
Fitzgerald
MDN/Lt. Col.
P.B. Murphy
CEA/MacIsaac
SBSC/S. Tunis
EMR/M.T.J.
Marlay
EC/Dr. E.F.
Roots
GRC/Sgt. K.
MacDonald

Veuillez trouver ci-joint copie du rapport préparé à la suite de la deuxième session de négociations de la réclamation "Cosmos" 954. Cette session s'est déroulée à Moscou du 9 au 13 juin dernier.

R. W. Burchill

R.W. Burchill,
Directeur.

CONFIDENTIEL

RAPPORT DE NEGOCIATIONS

2e Session de négociations Canada/U.R.S.S.

concernant la réclamation "Cosmos 954"

Moscou, du 9 au 13 juin 1980

Les membres de la délégation du Canada:

M. R.W. Burchill, directeur
Direction du droit économique et des traités,
Ministère des Affaires extérieures

M. G.B. Knight,
Commission de contrôle de l'énergie atomique,

M. Michael Kelen,
Ministère de la Justice

Capitaine M. Barrow,
Ministère de la défense nationale

Lieutenant-colonel R.S. Jennings,
Ministère de la défense nationale

André Farand
Direction du droit économique et des traités,
Ministère des Affaires extérieures.

Les membres de la délégation soviétique:

M. Y.M. Rybakov, directeur
Direction du droit et des traités,
Ministère des Affaires étrangères

M.Y.N. Kolosov,
Ministère des Affaires étrangères

M. V.F. Smirnov,
Institut de la recherche scientifique

M. V.N. Zaboloslaev,
Ministère des Finances

M. O.N. Sadikov,
Ministère de la Justice

Mlle L.P. Pichugina
Ministère des Affaires étrangères

Note: La délégation soviétique était accompagnée de deux autres agents du ministère des Affaires étrangères et d'un interprète.

Lundi, 9 juin 1980, 10h.30

M. Rybakov souhaite la bienvenue aux membres de la délégation canadienne et propose un programme de travail pour la deuxième session des négociations.

M. Burchill remet à M. Rybakov une lettre du directeur-général du Bureau des Affaires juridiques, M. Legault, dans laquelle celui-ci explique les raisons qui l'empêchent d'être présent au cours de la session de négociations. M. Burchill souligne que la délégation canadienne subit les pressions de l'opinion publique du Canada qui se demande si le droit international applicable peut apporter un règlement de la réclamation. Une seule semaine de négociations ne fournit pas beaucoup de temps pour tout accomplir et c'est pourquoi la délégation canadienne est prête à avoir des rencontres plus nombreuses que celles proposées par la partie soviétique. M. Burchill se dit prêt à relever le défi: les deux délégations ont déjà eu des échanges de vues complets, de même qu'un certain temps de réflexion. Il semble que les deux parties soient généralement d'accord sur les faits: c'était bien un satellite soviétique qui était la cause de l'incident. Il n'est pas toujours possible malgré tout de partager cette communauté de vues sur le plan du droit applicable.

Les deux parties veulent un règlement sans préjudice, trouvé par la voie de la négociation. La partie soviétique a déjà laissé savoir qu'elle était prête à considérer de nouveau sa position à la lumière de nouvelles informations. Voilà le sens que doit prendre nos discussions. Jusqu'à maintenant nous avons accomplis des progrès très encourageants, mais pas sur tous les points. Ainsi, il semble que la partie soviétique veuille accorder moins de crédit à la phase II des opérations, alors que du côté canadien l'on considère que toutes ces opérations sont indivisibles. Nous insistons donc pour que nos discussions portent sur tous les aspects de la réclamation.

Le règlement que nous pourrions atteindre ne devrait pas porter préjudice à la position d'une ou l'autre partie. La partie canadienne est prête à répondre à toutes les questions et à retourner même aux questions qui ont déjà été posées au cours de la première session. Nous n'avons pas beaucoup de temps et nous devons adopter un ton de discussions favorable (businesslike). On peut rappeler que les coûts encourus par le Canada au cours des opérations totalisèrent 14 millions de dollars; la réclamation elle-même n'est que de 6 millions de dollars. Il y a donc peu de marge de manoeuvre pour les négociateurs canadiens. Considérons le problème que nous avons devant nous comme deux Etats civilisés, ayant chacun de vastes territoires et donc soumis à un risque élevé d'incidents de cette nature.

M. Rybakov rappelle la complexité et la délicatesse du sujet. Il dit que l'on doit rechercher une solution constructive et mutuellement acceptable. La solution doit tenir compte de la position des deux parties. Le problème que nous tentons de solutionner est nouveau et unique. Nous savons ce qui nous sépare. Paraphrasant l'intervention de M. Burchill, M. Rybakov souligne que les véritables faits sont qu'il n'y a eu aucune personne blessée par les débris du satellite Cosmos 954, ni aucune construction endommagée ou démolie. Même en l'absence de dommage, l'U.R.S.S. est prête à indemniser le Canada pour une partie du coût des opérations. Il se dit intéressé par l'idée du règlement négocié, "sans préjudice" à la position exprimée par les deux parties.

Les risques que nous courrons ne sont pas plus élevés pour les accidents d'origine spatiale que pour les accidents provoqués par des aéronefs ou des automobiles. Les spécialistes soviétiques consacrent leur énergie à trouver des solutions qui permettraient d'éviter la chute des satellites sur les régions habitées du globe. Il peut y avoir des accidents, il ne s'agit pas de dramatiser. Il faut être "businesslike". Nous ne répéterons pas notre position de principe mais nous lui accordons toujours la même importance. Nous devons trouver un quantum acceptable de règlement. Je vous rappelle que le gouvernement soviétique est prêt à assumer une partie des coûts d'opération dans le cadre de ses relations cordiales avec le Canada.

M. Burchill se dit d'accord pour ne pas répéter les positions de principe. Nous devons à Dieu le fait que personne n'a été blessé par les débris du satellite. Nous le devons aussi au fait que des opérations d'envergure ont été lancées pour récupérer les débris radioactifs du satellite. La seule façon de concilier nos positions est d'avoir un règlement négocié. Comment devons-nous procéder?

M. Rybakov rappelle que la délégation soviétique avait fait part d'un certain montant qu'elle considérerait comme représentatif des dépenses raisonnables qui auraient pu être encourues à la suite de cet incident. Il dit espérer que la partie canadienne aura des commentaires à soumettre à ce sujet.

Les deux chefs de délégations conviennent de reprendre les discussions le lendemain.

.../4

Mardi, 10 juin 1980, 11h.

M. Burchill rappelle que les deux délégations ont eu des échanges de vues à Ottawa sur ce qui se serait passé si un tel incident était survenu en Union soviétique. Cela a permis de constater que les méthodes utilisées auraient été différentes, quoique le souci de protéger les populations serait demeuré le même. Le satellite est tombé sur le territoire canadien et ce sont donc des critères canadiens qui ont été appliqués aux opérations d'urgence. Les coûts ont été encourus par le gouvernement du Canada. Lorsque la partie canadienne parle de règlement négocié de la réclamation, elle n'invite pas la partie soviétique à porter des jugements sur ce qui a été fait. Ce qui est négociable, c'est le montant de l'indemnité. La partie soviétique n'a pas encore précisé qu'elle était la partie des coûts qu'elle était prête à couvrir. On comprendrait difficilement au Canada pourquoi des négociateurs canadiens accepteraient moins que le plein montant de la réclamation: on pourra quand même y voir le désir d'une solution négociée. Il faut en d'autres termes que les deux parties puissent accepter le règlement avec honneur. A notre avis, il n'est pas nécessaire de ressortir cette fois toutes les pièces justificatives. Nous proposons commencer l'explication de l'affidavit de M. Knight.

M. Rybakov laisse entendre que la partie canadienne vient d'introduire un nouvel élément dans la discussion. La partie soviétique avait demandé des commentaires sur le montant révélé à Ottawa en mars dernier. Il est vrai de dire que si un tel incident survenait en U.R.S.S., le gouvernement soviétique appliquerait ses propres standards. Ceci serait juste s'il n'y avait pas de règles internationales régissant de telles activités. Mais dans le présent cas, le montant de l'indemnité doit tenir compte des règles internationales applicables. L'U.R.S.S. n'a pas eu la possibilité d'observer les opérations sur le terrain. Rappelons-nous l'incident du Salon du Bourget en 1973, alors qu'un Tupolev s'était écrasé. Les experts soviétiques ont collaboré avec les autorités françaises et il a alors été facile de déterminer les dépenses réelles. Il s'agissait d'une situation claire et favorable. C'est différent dans le cas de l'incident Cosmos 954. Le fait que les experts soviétiques n'aient pas été en mesure d'observer les débris du satellite sur le terrain est la question fondamentale au centre de notre débat. C'est ce qui justifie l'offre soviétique de ne payer qu'une partie des dépenses raisonnables pour de telles opérations d'urgence.

.../5

L'Accord de 1968 sur le Sauvetage des Astronautes... met de l'avant le principe selon lequel, si un Etat est invité à participer aux opérations d'urgence par un autre Etat qui a été victime d'un incident impliquant un objet spatial, cet Etat doit être de préférence l'Etat de lancement de l'objet spatial en question. Il ne s'agit pas là de l'obligation absolue d'inviter l'Etat de lancement: il s'agit d'accorder la préférence à cet Etat si l'on décide de demander de l'aide. Cette position est justifiée par plusieurs éléments: ainsi, seul l'Etat de lancement possède les informations suffisantes permettant de mener des opérations efficaces et ceci sans perte de temps. Les citoyens soviétiques savent expressément que ce sont les Américains qui ont été invités à participer à l'opération Morninglight et non pas les Soviétiques. La population comprendrait mal que l'on accepte la réclamation telle que présentée par la partie canadienne. Il faudra même expliquer longuement pourquoi nous sommes prêt à payer une partie des coûts. On devra comprendre cette situation dans le cadre des relations canado-soviétiques. Nous devons examiner ce problème de façon pragmatique, avec de la bonne volonté. Nous savons que vous n'avez pas apporté toutes les pièces justificatives: elles ne seront pas tellement nécessaires dans la mesure où nous cherchons avant tout à nous entendre sur un montant global. Vous nous demandez de ne pas être trop exigeants: nous vous demanderions la même chose. Je vous le répète: il aurait fallu que nos spécialistes s'assurent sur le terrain que les débris retrouvés appartenaient bien au satellite Cosmos 954. Les spécialistes soviétiques n'ont reconnu aucun des débris de Cosmos 954 sur les photos remises par la partie canadienne.

M. Burchill, rappelant l'incident de 1973 à l'aéroport du Bourget, déclare que cette situation était fort différente de celle dont nous avons à traiter puisque le droit est très bien établi sur la question des dommages causés par des aéronefs. Il semble que les deux parties n'interprètent pas l'Accord de 1968 sur le sauvetage des astronautes... de la même façon. La réclamation canadienne est plutôt basée sur la Convention de 1972 sur la responsabilité internationale pour les dommages causés par des objets spatiaux. La partie canadienne avait effectivement demandé l'assistance de l'Union soviétique: les autorités soviétique, rappelons-nous, avaient tout d'abord nié le fait que ce puisse être leur satellite. Par la suite, on nous a dit que le satellite ne pouvait pas être dangereux. Dans ce contexte, il est facile de comprendre la position canadienne.

.../6

Il est par ailleurs difficile de comprendre la susceptibilité de la partie soviétique concernant la participation américaine aux opérations d'urgence dans la mesure où les coûts encourus par les Américains n'ont pas été réclamés. Si les Canadiens avaient mené seuls les opérations, les coûts auraient été plus importants.

L'interprétation de l'expression "dommage" dans la Convention de 1972 faite par la partie canadienne est sans doute plus large que celle faite par la partie soviétique. La présence de débris radioactifs dangereux sur le territoire canadien constituait des dommages à nos yeux. Notre règlement ne pourra se concrétiser que si les deux parties font preuve de bonne volonté.

M. Rybakov souligne que les deux parties ont déjà accompli des progrès sensibles dans leur négociation. Il mentionne que le temps effacera sans doute l'irritation ressentie par le peuple soviétique (causée par la participation américaine aux opérations). Il existe un système juridique complet régissant les activités spatiales: ce système a comme point de départ le traité de 1967 sur l'espace extra-atmosphérique qui pose les grands principes applicables. Les conventions subséquentes, comme l'Accord de 1968 sur le sauvetage des astronautes et la Convention de 1972 sur la responsabilité internationale, sont des instruments qui ont contribué au développement du droit international de l'espace. Le Canada et l'U.R.S.S. sont parties à ces traités: il y a sûrement une différence d'interprétation entre nos deux pays. La partie soviétique est généralement d'accord avec les vues exprimées par le professeur S. Gorove concernant cet incident (voir 1978, Journal of Space Law).

M. Burchill comprend que le règlement que nous recherchons doit être basé sur la bonne volonté des parties. Il passe en revue les intérêts communs des deux parties. Il conclut que nous cherchons à négocier un accord, pas une capitulation.

M. Rybakov mentionne que notre défaut d'obtenir un règlement négocié de la réclamation serait une capitulation car, dans ce cas, la bonne volonté aurait été absente.

M. Burchill revient sur l'idée de la non-participation de l'U.R.S.S. aux opérations d'urgence. Il rappelle que les autorités soviétiques ont commencé par nier qu'il s'agissait bien d'un satellite soviétique. L'U.R.S.S. n'a pas été exclue sur une question de principe. A l'époque,

le Canada avait besoin d'une aide immédiate et les autorités américaines ont présenté une offre. La décision qui a été prise d'accepter l'offre américaine d'assistance n'était dirigée en aucune façon contre l'U.R.S.S. La décision devait être prise rapidement pour être vraiment efficace. Nous avons par la suite invité des experts soviétiques pour nous aider à identifier les débris mais cette invitation a été refusée. Peut-être que dans d'autres circonstances nous aurions pris une décision différente.

M. Rybakov demande la référence exacte de la dénégation soviétique de la paternité du satellite. (A. MacLaine, de l'ambassade du Canada à Moscou à l'époque de l'incident). Selon les informations dont dispose la délégation soviétique, l'ambassadeur de l'U.R.S.S. à Ottawa a immédiatement informé les autorités canadiennes de l'incident. L'U.R.S.S. n'a pas eu l'occasion de prendre connaissance des opérations directement sur les lieux et l'invitation canadienne est arrivée alors que tout avait déjà été accompli.

Mercredi, le 11 juin 1980, 11 heures.

M. Rybakov tient à faire quelques commentaires sur les deux affidavits transmis sous couvert de la note du 21 mai 1980. Il lit pour ce faire une déclaration écrite. Le fait que des informations additionnelles sur les débris radioactifs aient été communiquées plus de deux ans après l'incident est inhabituel. Dans les documents remis le 15 mars 1979, on retrouvait des justificatifs pour plusieurs fragments retrouvés, alors que pour certains fragments, le niveau de radioactivité n'avait pas été indiqué. Les fragments radioactifs étaient au nombre de neuf. On pourrait conclure que (a) il n'y avait pas de radioactivité ou (b) la radioactivité ne dépassait pas les normes permises. Même si nous acceptons les conclusions contenues à l'affidavit du M. Knight, nous avons certains commentaires: une grande partie des débris retrouvés n'avait pas un degré de radioactivité suffisamment élevé pour incommoder les populations, puisque seulement neuf débris ont été retrouvés et le danger était pratiquement nul si l'on considère l'immensité du territoire. En conclusion, nous pouvons dire que les nouveaux affidavits ne changent aucunement notre perception première de la situation.

L'affidavit du capitaine Barrow ne justifie pas les heures de vol: il rappelle les objectifs de la mission. Les experts soviétiques croient qu'il n'était pas nécessaire de dépenser autant d'heures de vol. Conclusion: après avoir pris connaissance des affidavits, nous ne croyons pas devoir changer d'opinion. Une étude supplémentaire des documents après notre

retour d'Ottawa nous a permis de constater un gaspillage considérable de temps et de matériel. Les dépenses du ministère de la Défense nationale au chapitre du "devoir temporaire" sont exagérées. Les experts soviétiques n'ont pas changé d'avis sur le sujet de l'amortissement du matériel: l'équipement a été utilisé pour une valeur de 5%. Même si nous doublons ce pourcentage pour le porter à 10%, on ne peut comprendre comment la partie canadienne considère un pourcentage de 50%; ce n'est pas réaliste. Enfin, la partie canadienne a retranché à Ottawa les coûts d'administration du ministère de la défense nationale, soit \$ 162,000. Si nous soustrayons ce montant de ce que la partie soviétique considère être le montant raisonnable qui aurait dû être alloué aux opérations, soit \$ 2,119,280., on se retrouve avec un montant ajusté (dépenses raisonnables) de \$ 1,957,000. dollars canadiens. Voilà nos commentaires à la lumière des deux affidavits.

M. Burchill rappelle que le chef de la délégation soviétique avait mentionné qu'il y avait des éléments difficiles à comprendre dans la réclamation. Nous avons ces séances de négociation pour aplanir ces difficultés. Après réflexion, je crois qu'il y a lieu de se demander pourquoi le régime juridique applicable impose autant d'obligations sur la victime et de droits sur le violateur. Comment pouvons-nous être convaincu qu'un état n'a pas le choix de ceux qui viendront l'assister. Nous concluons que cela n'est pas le régime juridique en vigueur. Je demanderais à M. Knight, et par la suite au capitaine Barrow, de répondre à vos commentaires sur la phase II des opérations.

M. Knight rappelle tout d'abord que son premier affidavit (du 5 février 1979 Annexe E) contenait déjà les informations sur le degré de radioactivité des débris. Déjà, on retrouvait plusieurs débris, en fait beaucoup plus que neuf débris, dépassant les normes de radioactivité permises. Il aurait été très dangereux que quelqu'un s'empare de ces objets ou établisse un campement à proximité. Lorsque le niveau de radioactivité des débris n'a pas été précisé, c'est que cette information n'était pas disponible à la date d'assermentation de la déclaration. Tout ceci est expliqué à la note de renvoi no. 7 de mon premier affidavit supplémentaire (25 février 1980). En somme, il n'y a qu'un seul débris qui n'était pas radioactif. Neuf débris importants ont été découverts au cours de la phase II. La philosophie qui sous-tendait les opérations de recherche était étroitement reliée à l'inquiétude que suscite chez le public canadien la possibilité que des personnes soient exposées

.../9

à un niveau trop élevé de radioactivité. Nous devions prendre toutes les mesures nécessaires pour récupérer les débris présentant du danger. Cette préoccupation se reflète au plan international, par exemple dans les niveaux maximums de radiation mis de l'avant par l'organisation internationale compétente. Les aires de recherches étaient suffisamment peuplées pour justifier des inquiétudes. J'ai tenté d'illustrer cela dans mon premier affidavit supplémentaire, assermenté le 25 février 1980. Nous avons divisé les opérations sur le terrain en deux phases à cause des conditions climatiques: lorsque la phase I s'est terminée, nous n'avions pas encore l'assurance que tous les débris radioactifs avaient été retirés. La fin de la phase I a été provoquée par l'impossibilité physique de continuer les opérations, due à la fonte des neiges. La phase II des opérations a donc été essentielle pour nous permettre de rencontrer nos objectifs de sécurité.

Le capitaine Barrow tente par la suite de démontrer que l'utilisation des avions au cours des opérations d'urgence était justifiée. Les responsables ont abandonné très tôt les recherches dans certains secteurs et les ont réduites dans d'autres secteurs. Les experts soviétiques ont estimé à 800 heures le nombre d'heures de vol nécessaires aux opérations de recherche. Dans la déclaration assermentée du capitaine Barrow, 964.2 heures ont été comptées pour les opérations proprement dites. Il y a donc peu de différence. Les avions ont dû être utilisés à d'autres tâches, telles la cartographie, le transport des préposés aux recherches, le transport du matériel radioactif, la détection des substances radioactives etc. Le public canadien suivait les opérations de près car les fonds publics étaient utilisés. La question à savoir si chaque heure de vol était productive et justifiée ne peut se résoudre qu'en portant un jugement. Les experts soviétiques devraient appliquer la même proportion (800/964) à toutes les heures de vol et non pas seulement considérer que 50% des heures de vol étaient justifiées.

Le Lieutenant-colonel Jennings dit qu'il comprend difficilement que les experts soviétiques trouvent les coûts encourus par les Canadiens exagérés. La proportion élevée des coûts décrits comme étant relié au "devoir temporaire" s'explique par le fait que seuls les coûts supplémentaires (incremental) ont été réclamés. Ces coûts particuliers ont été encourus pour l'utilisation de transport commerciaux, de logement commerciaux et de repas pris au restaurant. Ces coûts supplémentaires sont précisément ceux que le Canada n'aurait jamais encourus si l'incident n'était pas survenu.

Il semble qu'il ne soit pas raisonnable d'appliquer un coefficient de 10% à l'amortissement de l'équipement utilisé au cours des opérations. Une partie de cet équipement a dû être vendue par la suite à une minime fraction de son coût réel alors qu'une autre partie se trouve présentement dans des entrepôts et n'est pas utilisée. Il faut conclure que le coefficient de 50% d'amortissement appliqué par la partie canadienne est plus juste.

L'élimination des frais d'administration au chapitre des dépenses du ministère de la défense nationale avait été faite par la partie canadienne dans l'espoir d'en arriver à un règlement négocié de la réclamation. Par ailleurs, la séparation artificielle faite par le Canada entre les coûts de la phase I et II requiert quelques explications. Il y a des coûts qui ont été encourus au cours de la phase I des opérations mais, puisqu'ils ont été payés après la fin de l'année fiscale le 31 mars 1978, ils sont répertoriés dans le tableau des coûts de la phase II.

M. Rybakov remercie la délégation canadienne pour ses commentaires. Il dit vouloir répéter quelques points de l'argumentation soviétique. L'Union soviétique considère que c'est le droit souverain d'un Etat de laisser entrer sur son territoire uniquement les personnes qu'il veut bien; mais c'est une autre question que de laisser n'importe qui manipuler les débris d'un satellite étranger. Cette dernière situation est couverte par le droit international applicable à l'activité spatiale.

D'autre part, l'indemnisation pour des dommages ou le remboursement des coûts d'opérations d'urgence sont deux situations nettement distinctes. La partie soviétique croit que la réclamation du Canada est basée sur le remboursement des coûts d'opérations d'urgence. La partie canadienne quant à elle suggère qu'un dommage a été subi puisque les coûts n'auraient pas été encourus si le satellite Cosmos 954 ne s'était pas écrasé en territoire canadien. Les deux situations font appel à des règles différentes du droit international. Nous ne questionnons pas l'intégrité de la partie canadienne, mais nous basons notre jugement sur des faits. M. Jennings n'a pas nié le fait que l'équipement a été utilisé pour une valeur de 5 à 10%. Il a plutôt souligné le fait que cet équipement n'était plus utilisé. Voilà un exemple. Mes collègues fourniront maintenant leurs propres commentaires. M. Zaboljaev demande à quelle vitesse les avions avaient survolé les aires de recherche. Le capitaine Barrow répète la réponse qu'il avait donné à Ottawa en disant qu'on ne pouvait être précis à ce sujet, la vitesse ayant un certain rapport avec les conditions climatiques.

M. Zaboljaev dit vouloir répondre à la question suivante: Combien en coûterait-il pour mener de telles opérations en Union soviétique? Nous avons accepté les coûts de 800 heures de vol durant les opérations: 536 de ces heures de

.../11

vol auraient dû être consacrées aux recherches elles-mêmes alors que le reste prenait en considération les autres aspects de l'opération, à savoir le transport des hommes et du matériel etc. Voilà pourquoi je crois qu'il ne faut pas modifier le nombre d'heures de vol que nous reconnaissons comme étant raisonnable. Quant à l'élimination des coûts d'administration du ministère de la défense nationale, je crois que puisque la partie canadienne a apporté des réductions de près de \$800,000 au montant original de sa réclamation après que la partie soviétique eut mis de l'avant un "montant raisonnable" pour de telles opérations, il y avait lieu pour nous d'apporter des réductions à ce "montant raisonnable" par la suite.

M. Smirnov considère que les niveaux de radioactivité des débris découverts au cours de la phase I des opérations sont indiqués de façon suffisamment précise. Les documents fournis par les Canadiens nous confirment que tous les débris dangereux avaient été récupérés au cours de la phase I des opérations. Nous croyons que les débris retrouvés au cours de la phase II des opérations n'étaient pas d'un niveau de radioactivité suffisamment élevé pour affecter la santé des personnes. La radioactivité naturelle des lieux était de 10 à 20 MR. La grande majorité des fragments retrouvés a un degré de radioactivité égal ou inférieur à ce niveau. Quant aux neuf fragments présentant un degré plus élevé, ils étaient vraisemblablement des sources radioactives naturelles. La probabilité que ces débris affectent les êtres humains était nulle à mon avis, même en tenant compte des données additionnelles fournies par M. Knight.

Les aires de recherches couvraient plusieurs dizaines de milliers de kilomètres carrés et seulement 10,000 personnes habitent le territoire. Il faut aussi tenir compte de l'efficacité des mesures prises au cours de la phase I des opérations (par exemple le fait que des informations aient été communiquées à ces personnes, que des affiches aient été placées sur les lieux, que les touristes aient été avertis de ne pas venir etc.) Toutes ces mesures ont contribué à réduire les risques à zéro. Seules des activités sortant de l'ordinaire auraient pu amener le contact de ces débris avec les êtres humains. Voilà pourquoi seulement deux touristes américains sont effectivement entrés en contact avec les débris. Je continue donc à croire que la phase II des opérations n'était pas nécessaire. Par contre, les débris retrouvés au cours de la phase I étaient dangereux.

.../12

M. Kolossov dit croire que les Américains s'intéressent toujours à l'incident du Cosmos 954. Il rappelle son séjour à New York en mars 1980 au cours duquel il a recueilli certaines informations sur le sujet. Il a appris que cette opération Morninglight était la plus importante menée par les forces armées canadiennes depuis la mission de maintien de l'ordre aux jeux olympiques de Montréal. Cette mission avait tenu lieu de "grandes manoeuvres" pour l'année 1976. Par analogie, on peut dire que si l'incident du Cosmos 954 ne s'était pas produit, il y aurait eu des "grandes manoeuvres" de l'armée canadienne de toute façon en 1978. Naturellement, ceci est une question qui regarde le gouvernement canadien et je ne peux la commenter. Mais en toute équité, on devrait prendre ces circonstances en considération. La partie canadienne a répété plusieurs fois que les dépenses réclamées n'auraient pas été encourues si le satellite soviétique Cosmos 954 ne s'était pas écrasé en territoire canadien. En évaluant les dépenses, on doit considérer que des coûts auraient été encourus de toute façon pour donner à l'armée l'occasion de mener des manoeuvres.

M. Rybakov laisse entendre que la délégation soviétique a certains documents à consulter et une réunion à tenir.

Il est convenu de reprendre les discussions le lendemain.

Jeudi, 12 juin 1980, 11 heures

M. Burchill commence la séance de négociations en invitant les membres de sa délégation canadienne à formuler leurs commentaires.

M. Knight fait porter ses commentaires sur trois points soulevés le jour précédent par la partie soviétique. Il rappelle premièrement que le taux de radioactivité des débris a été indiqué dans deux de ses affidavits. Il déclare que le degré de radioactivité rapporté est le degré externe. Les experts canadiens se préoccupèrent aussi de la radiation interne que ces particules pourraient fournir au cas où elles étaient ingurgitées. Il fait part des résultats de ses calculs à cet égard: une des particules, si elle avait été ingurgitée, aurait donné 40 R. d'irradiation au niveau de l'intestin. Au Canada, le taux d'exposition permis est de .5R. par année. Même après la période de réduction naturelle de la radioactivité (decay), le taux d'irradiation aurait été de 7 à 8 R. Cette dose de radiation a causé beaucoup d'inquiétude chez les experts canadiens. Troisièmement, il semble que les mesures prises par les autorités canadiennes aient été réellement efficaces. Ces mesures ne pouvaient être que temporaires, la phase II des opérations était donc nécessaire.

M. Kelen rappelle que la partie soviétique a exposé les raisons qui l'empêchait de considérer les coûts de la phase II des opérations (\$1.6 million). Il rappelle que plusieurs des coûts indiqués à la phase II ont réellement été encourus au cours de la phase I mais seulement répertoriés après le 31 mars 1978. De plus, le Canada avait le devoir, par rapport à ses citoyens et à l'U.R.S.S., de prendre les mesures nécessaires pour s'assurer que tous les débris radio-actifs dangereux du satellite avaient été récupérés. Même si aucun débris radioactif n'avait été retrouvé au cours de la phase II des opérations, celle-ci aurait tout de même été nécessaire. Mais neuf débris radioactifs ont été retrouvés. Les Indiens de ces contrées pêchent et chassent sur tout le territoire affecté par la chute du satellite. M. Kelen présente à la partie soviétique une déclaration assermentée de M. George Erasmus, et donne des explications sur le paragraphe 7 de cet affidavit.

Il est rappelé que les recherches se sont surtout déroulées dans les zones habitées. Si les particules radio-actives avaient été ingurgitées, il y aurait eu des dommages. En somme, la partie soviétique est priée de considérer les coûts encourus par le gouvernement canadien au cours de la phase II des opérations.

Le capitaine Barrow dit croire que les calculs effectués par les experts soviétiques quant aux heures de vol n'ont pas pris en considération certains facteurs tels les conditions climatiques particulières et la noirceur. D'autres facteurs ont contribué à augmenter le nombre d'heures de vol nécessaires: le facteur humain, l'escorte des avions de recherche à cause des risques que présentait le froid extrême etc... Chaque heure de vol devait être justifiée et viser à protéger la sécurité des Canadiens. Par exemple, si un doute surgissait sur la sécurité d'un secteur, il fallait retourner sur les lieux pour effectuer une double vérification.

M. Jennings rappelle que la proportion des coûts réclamés sous la rubrique "devoir temporaire" représente 14% des coûts supplémentaires réclamés par le ministère de la défense, et seulement 6.6% des coûts totaux de ce ministère. Il reprend ensuite le commentaire de M. Kolossov à l'effet que des "grandes manoeuvres" auraient été menées au cours de l'année 1978: il explique que le budget de l'année 1978 ne prévoyait pas de manoeuvres du type de l'opération Morninglight et qu'il a fallu demander des crédits supplémentaires au gouvernement à la suite de cette opération.

M. Burchill souligne le fait qu'il y a des coûts qui ont été encourus par le gouvernement du Canada qui n'ont pas été réclamés à l'Union soviétique. Les dépenses encourues par le ministère de la défense nationale en 1976 à l'occasion des jeux olympiques avaient été prévues à l'avance et résultaient d'une décision du gouvernement du Canada. On ne peut en dire autant de la chute du satellite Cosmos 954: les dépenses qu'elle a provoquées n'avaient pas été prévues.

En recherchant un règlement négocié, les deux parties en présence s'appuient sur les informations fournies par leurs experts. Ces informations sont généralement des opinions. La partie canadienne a indiqué à Ottawa qu'elle était prête à soustraire certains coûts pour aider à réaliser un règlement négocié de la réclamation. Ce faisant, la partie canadienne n'avait pas l'intention de mettre en doute la légitimité de ces coûts. Lorsque des parties tentent de négocier un règlement, elles cherchent généralement un compromis sur la question discutée. Nous avons l'impression que la partie soviétique refuse de discuter certaines parties de la réclamation canadienne en s'appuyant sur l'avis de ses experts. Il est difficile de négocier si l'une des parties considère que certains éléments de la réclamation ne sont pas négociables. La Convention sur la responsabilité de 1972 prescrit que le règlement d'une réclamation doit être total, équitable et prompt. J'espère que ces commentaires contribueront au succès de nos discussions.

M. Rybakov rappelle qu'une partie importante de la réclamation était reliée aux heures de vol nécessaires pour fabriquer des cartes des aires de recherche. Il est même précisé dans la déclaration assermentée du capitaine Barrow, annexée à la note du 23 mai 1980, que des avions Argus SR-107 ont été utilisés pour des opérations de cartographie. A Ottawa, il nous avait été indiqué qu'il n'existait pas de cartes à l'échelle de 1:50,000 pour ces territoires. Nos experts nous confirment que de telles cartes existent. Ces cartes ont été préparées par le ministère des Mines et des Ressources. Considérant que de telles cartes existent, les dépenses reliées à la cartographie ne sont pas nécessaires. Quoique certains aspects de la réclamation donnent lieu à des avis contradictoires de nos experts, nous sommes prêts à discuter de tous les aspects de la réclamation canadienne. Quant à la phase II des opérations, la partie soviétique a fait part de sa position de principe à plusieurs reprises. Nous tenterons maintenant d'apporter quelques précisions.

M. Zaboslaev souligne que la proportion du "devoir temporaire" par rapport aux coûts supplémentaires (incremental) du ministère de la défense nationale représente une proportion de 16.32%.

M. Smirnov répète que les fragments retrouvés au cours de la phase I des opérations étaient dangereux. M. Knight a ajouté par la suite que les débris retrouvés au cours de la phase II étaient potentiellement dangereux s'ils avaient été ingurgités. On précise dans la note canadienne du 21 mai 1978 que le degré de solubilité des particules n'était pas élevé. Nos experts considèrent qu'il n'était pas possible de recevoir une dose élevée de radioactivité par ingurgitation car les particules auraient été évacuées naturellement dans un certain laps de temps. Quant aux neuf fragments importants retrouvés au cours de la phase II, nos experts ont basé leurs calculs sur les informations qui nous ont été fournies jusqu'à maintenant par la partie canadienne. Il semble que nous devions considérer cette question à nouveau (further thoughts) à la lumière des documents additionnels. Nous ne savons pas quels isotopes ont été produits par les débris: il est alors difficile de calculer la demie-vie de ces débris. Selon nos experts, ce matériel devrait perdre ses propriétés dangereuses rapidement.

M. Kolossov dit vouloir souligner que l'U.R.S.S. a fait preuve de beaucoup de bonne volonté au cours des discussions sur la réclamation. M. Legault a lui-même déclaré le 26 février 1980, au cours de la deuxième journée de la première session de négociations, que des progrès avaient été réalisés au cours de la réunion. L'U.R.S.S. a admis la chute du satellite Cosmos 954 en territoire canadien: cette admission reflétait l'esprit de bonne volonté qui anime la délégation soviétique. Le gouvernement canadien a invité les experts soviétiques à venir identifier les débris retrouvés alors que ceux-ci se trouvaient dans les laboratoires. Dans de telles conditions, il était très difficile d'identifier les débris qui auraient pu appartenir effectivement au satellite. Ces difficultés auraient pu être évitées si les experts soviétiques avaient été invités à participer aux opérations sur le terrain. Dans ces circonstances, la participation soviétique aurait été la seule preuve tangible que les débris provenaient bien du satellite. Je ne veux pas dire que les documents canadiens font la liste de débris inexistantes. Mais il faut considérer que la partie soviétique doit prendre les documents canadiens tels qu'ils sont, sans même pouvoir les vérifier: voilà une preuve de bonne volonté.

M. Rybakov remet la parole à M. Burchill.

M. Burchill se réjouit du fait que la partie soviétique soit prête à discuter tous les aspects de la réclamation. Les mesures prises par le gouvernement canadien visaient à assurer la protection de l'environnement et n'ont pas été prises à l'encontre de l'Union soviétique. Nous avons laissé toutes nos pièces justificatives à Ottawa: vous avez soulevé un point important au sujet de la cartographie qu'il nous faudra vérifier.

M. Jennings explique la différence de ses calculs par rapport à ceux de M. Zaboslaev.

M. Knight reprend la question de la solubilité des particules: le calcul des doses internes prenait en considération le degré faible de solubilité des particules, sur une période de 48 heures après ingurgitation. Les radioisotopes produits par les débris étaient généralement du rhutinium 106 ayant une demie-vie de 368 jours.

M. Kelen dit que des cartes à l'échelle de 1:50,000 existaient pour la moitié des aires de recherche et que 158 heures de vol ont été nécessaires pour réaliser les autres cartes nécessaires.

M. Rybakov met fin à cette séance de négociations en disant que chaque pays a des techniques de négociation différentes.

Vendredi, le 13 juin 1980, 11 heures

M. Burchill déclare dès l'ouverture de la séance de négociations que son gouvernement l'a autorisé à faire l'offre suivante, sans préjudice, sans relation avec aucun élément particulier de la réclamation, sans abandonner aucune prétention de fait et de droit. Cette offre est une indication du désir du gouvernement canadien d'avoir un règlement complet de cette question. Le gouvernement canadien est prêt à accepter le paiement de \$ 4. million en règlement final de la réclamation.

M. Rybakov, s'inspirant des propos de M. Burchill au cours d'une séance précédente de négociations, dit que "nous dansons une valse diplomatique". La délégation soviétique a examiné de façon encore plus approfondie les arguments présentés par la partie canadienne, y compris sur la phase II des opérations. Il dit toujours croire que la phase II n'aurait jamais dû être menée car il n'y avait aucun risque pour les populations. Les arguments de la délégation canadienne n'ont pas modifiés l'attitude de l'U.R.S.S. exprimée dans la note du 31 mai 1978: selon les experts soviétiques, seulement une partie des dépenses encourues au cours de la phase II peut être considérée comme étant raisonnable.

M. Smirnov précise que pendant la phase II des opérations de recherche, il n'était pas possible de retrouver des substances de nature différente de celles retrouvées au cours de la phase I. Cela avait été déclaré dans la note soviétique du 31 mai 1978. Il n'était pas nécessaire de mener des analyses lors de la phase II: si le gouvernement canadien a jugé bon de le faire, il doit en assumer les coûts.

M. Zaboloslaev traduit en chiffres les "coûts raisonnables" de la phase II: pour le ministère des Mines et Ressources \$ 133,394; pour le ministère de la défense nationale \$ 38,686; pour la Commission de contrôle de l'énergie atomique \$ 237,858 pour un total de \$ 415,008. canadiens. Ce montant doit s'ajouter au montant considéré comme "raisonnable" pour la phase I des opérations: \$ 2,119,284 + \$ 415,008 = 2,534,292. dollars canadiens.

M. Rybakov souligne que ce total représente les coûts raisonnables des opérations. La délégation soviétique se basera sur le montant pour déterminer la proportion qui devrait être versée par l'U.R.S.S. à titre d'indemnisation.

M. Burchill exprime une certaine déception mais fait remarquer qu'un certain progrès a été réalisé. Il sera très difficile pour le Canada d'en arriver à un règlement sur la base d'un calcul des "coûts raisonnables" d'opérations foncièrement différentes de celles effectivement décrites dans la réclamation canadienne. Le gouvernement canadien, tout en considérant que le seul montant raisonnable est celui de la réclamation, est prêt à un compromis: il est prêt à s'éloigner de la somme originellement réclamée.

M. Burchill dit avoir épuisé les limites de son mandat sans avoir pu résoudre les différences entre les positions des deux délégations. Il invite le chef de la délégation soviétique à considérer à nouveau l'offre de règlement forfaitaire formulée précédemment.

M. Rybakov confesse qu'il a lui aussi épuisé les limites de son mandat. Nous comprenons, ajoute-t-il, que les dépenses qui ont été encourues par les participants aux opérations ont été nécessaires, selon l'avis du gouvernement canadien. Nous réalisons que cette question doit être résolue sans préjudice à la position des parties en présence.

M. Burchill se dit réconforté par les propos de son homologue soviétique à l'effet qu'il soit toujours possible d'en arriver à un règlement. La marge de manoeuvre est réduite du côté canadien: on ne peut accepter pour le moment la tenue d'une troisième session de négociations. Ceci fera l'objet de considération par les deux gouvernements. Il semble que nous

ayions une certaine difficulté à en arriver à un règlement de façon prompt. Après examen, s'il apparaît qu'une troisième session de négociations puisse être profitable, je serai prêt à faire une recommandation en ce sens.

M. Rybakov confirme qu'il n'a pas l'autorité pour donner son accord à une troisième session de négociations mais, considérant les progrès accomplis, il est prêt à faire des recommandations en ce sens.

Les deux chefs de délégations s'entendent sur la semaine du 17 au 21 novembre 1980 pour la tenue éventuelle de la troisième session.

M. Rybakov déclare qu'il a été très heureux de recevoir la délégation canadienne malgré la complexité du sujet à discuter. Il dit que les deux délégations ont eu l'occasion de mieux se connaître. Des présents sont alors échangés.

M. Burchill présente les remerciements d'usage. Il suggère que la troisième session, si elle doit avoir lieu, se tienne à Ottawa, ce qui est accepté d'emblée. Il est par la suite entendu que la deuxième session ne fera pas l'objet d'un communiqué comme tel, quoiqu'il est vraisemblable que les parties devront répondre aux demandes d'information qui se présenteront.

Clôture de la deuxième session de négociations.

INSTRUCTIONS

FOR USE WHEN SIGNATURE ACKNOWLEDGING RECEIPT OF DOCUMENTS IS NEEDED. ORIGINATOR TO COMPLETE BOTH SECURITY BLOCKS.
À UTILISER LORSQU'ON EXIGE UN ACCUSÉ DE RÉCEPTION. À L'ENVOYEUR, COMPLÉTER LES DEUX ESPACES DE SÉCURITÉ.

EXTERNAL AFFAIRS - AFFAIRES EXTÉRIEURES

TRANSMITTAL AND RECEIPT NOTE - NOTE D'ENVOI ET DE RÉCEPTION

SECURITY - SÉCURITÉ

WITH ATTACHMENT(S) / AVEC ANNEXE(S)

CONFIDENTIAL

WITHOUT ATTACHMENT(S) / SANS ANNEXE(S)

TO
À See distribution list attached

NO. FLE-612 DATE 27/5/80

QUANTITY QUANTITÉ	DESCRIPTION - DESCRIPTION	REFERENCE - RÉFÉRENCE
	"COSMOS 954"	FILE: 66-7 COSMOS 954-Legal
1	Diplomatic Note from the Department of External Affairs to the USSR Embassy in Ottawa, dated May 21, 1980 (FLE-579). its annexes:	
1	Affidavit of Michael Barrow	
1	Affidavit of G.B. Knight	
1	Diplomatic Note from the USSR Embassy in Ottawa, dated May 26, 1980 (#129).	

RECEIPT ACKNOWLEDGED / ACCUSER RÉCEPTION

n/a

RETURN TO / RETOURNER À

André Farand, Economic Law & Treaty
Division (FLE), External Affairs.

DATE

SIGNATURE

EXT 34/BIL. (REV. 12/70)
7530-21-029-4107

FOR SIGNATURE AND RETURN TO ORIGINATOR — SIGNER ET RETOURNER AU BUREAU D'ORIGINE

REVIEWER

JUN 2 1980

18

GS-785-47

50-05-29
PA 000471

Liste des destinataires

M. T. J. Marlay,
ENERGIE, MINES ET RESSOURCES.

Mme M. E. Fitzgerald,
Affaires indiennes.

Sgt Kenneth J. MacDonald,
Quartiers généraux de la G.R.C.

Mr. S. Tunis,
Santé et Bien-Etre social.

D^r E. F. Roots,
Ministère de l'environnement.

D^r G.F. FitzGerald
Ministère de la Justice.

Lt-Col. D.B. Murphy,
Défense nationale.

Ambassade du Canada, Moscou

FILE DIARY CIRC DIV FLE/André Farand 2-24867fp

FILE: 66-7 COSMOS 954-Legal

May 21, 1980

FLE-579

Le ministère des Affaires extérieures présente ses compliments à l'ambassade de l'Union des républiques socialistes soviétiques et a l'honneur de se référer à sa note no FLE-308 du 7 mars 1980 au sujet de la réclamation présentée par le gouvernement du Canada à l'Union des républiques socialistes soviétiques suite aux dommages causés par le satellite Cosmos 954.

Lors de la première session de négociations portant sur la réclamation, qui s'est déroulée à Ottawa du 25 février au 5 mars 1980, il avait été convenu entre les deux parties que les négociations se poursuivraient au début du mois de juin 1980, vraisemblablement à Moscou. Le gouvernement canadien saurait gré au gouvernement soviétique de bien vouloir lui confirmer que lesdites négociations pourront avoir lieu du 9 au 13 juin 1980.

Une large part des travaux de la première session de négociations a été consacrée à répondre aux questions techniques posées par la partie soviétique. A cet égard, le ministère a l'honneur de transmettre à l'ambassade les deux déclarations sous serment ("affidavits") ci-jointes qui ont pour but de fournir un complément d'information au sujet des opérations de recherche menées par le gouvernement du Canada à la suite de l'écrasement des débris

FLE-579

- 2 -

radioactifs du satellite Cosmos 954 sur le territoire canadien. La déclaration du capitaine Michael Barrow concerne l'utilisation d'aéronefs au cours des opérations. La déclaration de M. G.B. Knight rappelle les buts qui ont été poursuivis et les résultats qui ont été obtenus à l'occasion de la "phase II" des opérations.

Le ministère des Affaires extérieures saisit cette occasion pour renouveler à l'ambassade de l'Union des républiques socialistes soviétiques l'assurance de sa très haute considération.

OTTAWA, le 21 mai 1980

IN THE MATTER OF A CLAIM FOR COMPENSATION PRESENTED
BY CANADA TO THE SOVIET UNION FOR DAMAGES INCURRED
AS A RESULT OF THE INTRUSION ON CANADIAN TERRITORY
ON JANUARY 24, 1978 OF THE COSMOS 954 SATELLITE
LAUNCHED BY THE SOVIET UNION

AFFIDAVIT OF MICHAEL BARROW

I, CAPTAIN MICHAEL BARROW, of the City of
Ottawa, in the Province of Ontario, Officer, Canadian
Forces, MAKE OATH AND SAY AS FOLLOWS:

1. I am at present employed as the Director of
Maritime Operations, Plans and Reserves, National Defence
Headquarters, Ottawa. On January 24, 1978 I was the
Director of the National Defence Operations Centre and
my responsibilities included the coordination of
operations at the National Defence Headquarters level
in respect of Operation Morninglight.

2. The search area, which is described by
Colonel David F. Garland in his Affidavit dated
January 22, 1980, initially comprised 8 sectors comprising
an area of 38,833 square kilometers, however it was
necessary to add 6 sectors so that the final search area
comprised 122,485 square kilometers. The requirement for
the enlarged search area is set out in the Affidavit of
Colonel Garland. Radio-active debris was recovered in
each of the added sectors as set out in the Affidavit of
Geoffrey B. Knight which is Annex E to the Claim.

3. The types of aircraft and the total hours flown
by each aircraft in Operation Morninglight is set out
at page 117 in Annex C as part of the Affidavit of
Richard Stewart Jennings. The role of each type of
aircraft in Operation Morninglight was as follows:

- 2 -

CC 130 Hercules (1898.0 hours flown)

- (1) Logistics
- (2) LAPES
- (3) Large search area
- (4) Microwave ranging system (MRS) search

The CC 130 aircraft were based at CFB Edmonton for the entire operation because of the lack of hangar space or warm storage for detection equipment at Yellowknife. Approximately one third of the hours of each search or MRS mission went to transit time. It has not been possible to accurately isolate transit time from search time and/or logistics time. Numerous missions were combinations of all three. Any adjustment of the following times to try to provide such a breakdown would be speculative. The following data is considered to be the most reasonable breakdown of the effort.

<u>Type of Mission</u>	<u>No. of Missions</u>	<u>Flying Hours</u>
Detection/MRS	99	964.6
Transport/Freight/ Logistics	87	660.3
Combined MRS/ Transport	13	148.9
LAPES	17	97.0
CC130 Total	216	1870.8 hours

. . . / 3

- 3 -

CC 137 Boeing (3.7 hours flown)

- (1) An aerial re-fuelling mission for the CF 5 on one day only.

CC 138 Twin Otter (309.8 hours flown)

- (1) Logistics
- (2) Communications
- (3) NAST Team deployment

This aircraft proved invaluable in flying servicing teams and significant amounts of equipment in support of some of the more highly-bred helicopters. It was able to land and operated with only crew members in support.

CH 135 Twin Huey (1539.8 hours flown)

This helicopter moved MRS beacons, changed MRS beacon batteries, transported personnel and equipment, searched for, detected, and recovered radio-active debris. A total of 8 CH 135 Twin Huey helicopters were deployed in the operation.

CH 147 Chinook (499.0 hours flown)

- (1) Logistics
- (2) Cargo carried 608,050 lbs.
- (3) Search/Recovery
- (4) Passengers carried: 450

. . . / 4

- 4 -

Four CH 147 Chinook helicopters were used in Operation Morninglight. The majority of missions were carrying heavy loads including eleven trips to Cosmos Lake in the initial establishment of that camp prior to the opening of the C130 Hercules Ice Strip. These helicopters carried radio-active material, fuel, food, and personnel.

CP 107 Argus (157.8 hours flown)

Two Argus were tasked to the operation with the assigned roles of search and photography. The air photo surveys were necessary because of the lack of 1: 50,000 or larger scale map east of Artillery Lake which was required for the effective continuation of the search operation.

CC 115 Buffalo (135.9 hours flown)

This aircraft was used exclusively for logistics resupply missions to Morninglight operational detachments.

CH 136 Kiowa (509.6 hours flown)

Four CH 136's were utilised continuously as safety aircraft to support the CH 135 operation. In fact the CH 136 crews carried out many of the tasks which otherwise would have been done by CH 135 resources.

CC 109 Cosmopolitan (13.2 hours flown)

This aircraft transported personnel from Ottawa to Edmonton, and then returned.

... / 5

- 5 -

CC 117 Falcon (11.5 hours flown)

This airplane transported personnel on an urgent basis from Ottawa to Edmonton.

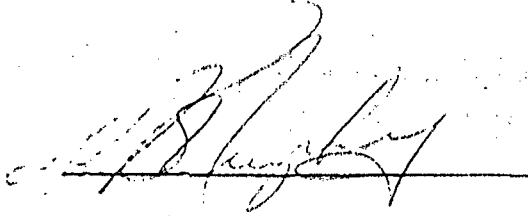
CT 133 Silverstar (4.2 hours flown)

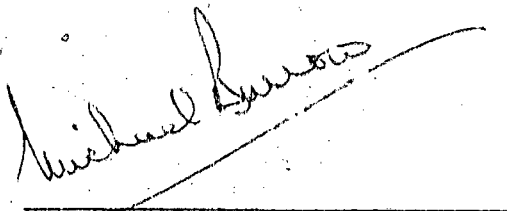
This aircraft made a single trip for logistical purposes.

CF5/CF116 (13.6 hours flown)

This aircraft was used on one day on a photographic mission for the purpose of mapmaking.

SWORN BEFORE ME IN THE)
CITY OF OTTAWA, IN THE)
REGIONAL MUNICIPALITY OF)
OTTAWA-CARLETON THIS)
15th DAY OF APRIL,)
A.D. 1980.)
)
)
)


Notary Public
for the Province of Ontario
for the Government of Canada
Expiry Jan. 24 1981


Michael Burrows

IN THE MATTER OF A CLAIM FOR COMPENSATION PRESENTED BY
CANADA TO THE SOVIET UNION FOR DAMAGES INCURRED AS A
RESULT OF THE INTRUSION ON CANADIAN TERRITORY ON
JANUARY 24, 1978 OF THE COSMOS 954 SATELLITE LAUNCHED
BY THE SOVIET UNION

SECOND SUPPLEMENTARY AFFIDAVIT OF GEOFFREY B. KNIGHT

I, Geoffrey B. Knight of the Township of
Gloucester, of the Province of Ontario, public servant,
MAKE OATH AND SAY AS FOLLOWS:

1. I am employed in the position of Manager,
Compliance Services and Laboratories Division of the
Atomic Energy Control Board (AECB), an agency of the
Canadian Government, and as such I have knowledge of the
matters hereinafter deposed.

2. In that position, I am chief adviser on health
physics and radiation protection matters for the A.E.C.B.
in connection with the search and recovery operation
following the fall to earth of Cosmos 954 in the Northwest
Territories and my duties included:

- (1) evaluation of the health physics requirements
in terms of man-power and resources;
- (2) providing technical advice on health physics
procedures in searching, recovery, storing and
shipping radioactive items;
- (3) providing guidance on the potential hazards of
radioactive debris;
- (4) establishing suitable health physics guidelines
for the search programme;
- (5) preparing the health physics contents of news
releases and information bulletins; and,

- 2 -

- (6) speaking at public meetings to provide information to members of the public on the risks associated with radioactive debris.

3. I was personally involved in the search and recovery operation in the Northwest Territories, and I was present when some of the fragments of the Cosmos 954 Satellite were found.

4. I have obtained a Bachelor of Science Honours Degree in applied physics from the University of St. Andrews in Scotland in 1955. From 1958 to 1967 I was employed as a health physicist with respect to radiation by the Atomic Energy of Canada Limited; from 1967 to 1974 I was employed as a health physicist with respect to radiation by Ontario Hydro, and from 1974 to present I have been employed as a health physicist with respect to radiation by the Atomic Energy Control Board.

Requirement for Phase II

5. It was necessary to conduct the search and recovery operation for the radioactive debris from the Cosmos 954 Satellite in two phases for the following reasons:

- (1) the search and recovery operation was forced to stop temporarily because of the break-up of the ice and the melting of the ice and the snow in the Spring. This Spring break-up and thaw made transportation virtually impossible, and, in particular, made landing strips for aircraft and roads for land vehicles unusable. Therefore all operations on the ground had to stop temporarily during the Spring break-up and thaw. After

. . . / 3

- 3 -

this period the search and recovery operation was resumed under the name "Phase II"; and,

- (2) in any event the search and recovery operation for the radioactive debris from the Cosmos 954 Satellite had to resume in the summer after the snow had melted to ensure that the seasonal change had not resulted in the uncovering of hitherto undetected radioactive components of the Satellite. This search on the ground and in the air in inhabited areas during the summer was absolutely essential to the health and safety objective of the search and recovery operation.

6. All material located and recovered during Phase II was radioactive. Attached to this my Affidavit and marked as Exhibit A is a list of the radioactive fragments which were recovered during Phase II.

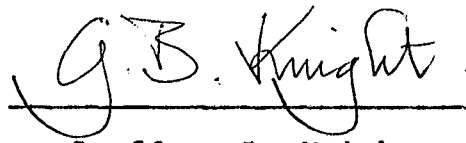
7. A part of the radioactive debris recovered during Phase II was discovered in the back yards of homes in the municipalities of Hay River, Fort Resolution, Pine Point and Snowdrift. There was one home in Fort Smith where 60 radioactive particles were recovered from the back yards.

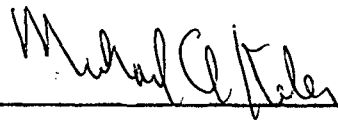
. . . / 4

- 4 -

8. Also attached to this my Affidavit and marked as Exhibit B is a summary of fragments recovered during both Phases I and II which is more comprehensive than the summary attached to Annex E.

SWORN BEFORE ME IN THE)
CITY OF OTTAWA, IN THE)
REGIONAL MUNICIPALITY)
OF OTTAWA-CARLETON)
THIS 30 DAY OF April,)
A.D. 1980.)


Geoffrey B. Knight



A Commissioner etc.

<u>Site No. or Location</u>	<u>Date of Discovery</u>	<u>Physical Description</u>	<u>Gamma Radiation Field</u>
ML-35(1)	July, 1978	Charred metal rod approximately 100 mm long x 20 mm diameter	2R/h (and 4 rad/h) at near contact; 100 mR/h at 30 cm
ML-36(1)	July, 1978	Rod similar to ML-35(1)	20 R/h (and 100 rad/h) at near contact; 70 mR/h (and 100 mrad/h) at 1 m.
ML-37(1)	August, 1978	Rod similar to ML-35(1)	30 mR/h (and 100 mrad/h) at 1 m.
ML-38(1)	August, 1978	Rod similar to ML-35(1)	9 R/h (and 10 rad/h) at near contact; 70 mR/h (and 150 mrad/h) at 30 cm.
ML-39(1)	August, 1978	Rod similar to ML-35(1)	20 R/h (and 20 rad/h) at near contact; 500 mR/h (and 1300 mrad/h) at 30 cm.
ML-41(1)	August, 1978	Rod similar to ML-35(1)	3 to 4 R/h near contact; 6 mR/h at 1 m.
ML-35(2)	August, 1978	Rod similar to ML-35(1)	8 R/h (and 15 rad/h) at near contact; 100 mR/h (and 200 mrad/h) at 30 cm.
ML-40(1)	August, 1978	Small metallic flakes; 20 mm x 10 mm, and 10 mm x 5 mm	
ML-32(10)	August, 1978	Small metal flake; 20 mm x 5 mm	3 R/h at near contact; 20 mR/h at 1 m.
Hay River Area		126 Radioactive particles	Average 80 mrad/hr near contact. 19 µR/h at 1 m. Maximum 225 µR/h at 1 m.
Pine Point Area		585 radioactive particles	Average 90 mrad/h near contact; 24 µR/h at 1 m. Maximum 100 µR/h at 1 m.
Fort Resolution Area		908 radioactive particles	Average 140 mrad/h near contact; 22 µR/h at 1 m. Maximum 55 µR/h at 1 m.
Snowdrift Area		10 radioactive particles	Average 9 mrad/h near contact; 30 µR/h at 1 m. Maximum 600 µR/h at 1 m.
Fort Smith Area		1340 radioactive particles	Average 28 mrad/h near contact; 10 µR/h at 1 m. Maximum 50 µR/h at 1 m.
Fort Chipewyan		14 radioactive particles	Average 11 mrad/h near contact; less than background at 1 m.
Other areas in North West Territories and northern Alberta		151 radioactive particles	Range from background to 60 µR/h at 1 m.

This is exhibit " A " Referred
to in Affidavit of

GEOFFREY B. KNIGHT

Sworn before me this 30th
day of APRIL A.D. 1980

M. J. L. A. R.
A Commr & etc.

TABLE 17: SUMMARY OF FRAGMENTS RECOVERED

<u>HIT NO.</u> (Note 1)	<u>POSITION</u> (Note 2)	<u>DATE & MEANS OF DISCOVERY</u>	<u>PHYSICAL DESCRIPTION</u>	<u>GAMMA RADIATION FIELD*</u> (Note 3)	<u>DATE OF RECOVERY</u>
ML-1(1)	WE 764 679	High altitude search 27/1/78	Charred metal piece approx. 225mm X 75mm x 6.5mm	Up to 200 R/h near contact	4/2/78
ML-2(1)	WE 948 803	MRS 5/2/78	Charred metal rod approx. 100mm long x 20 mm diam.	30 R/h contact 150 mR/h at 1 m	15/2/78
ML-5(1)	WE 746 717	Ground Search 30/1/78	Rod similar to ML-2(1)	10 R/h near contact 150 mR/hr at 1 m	31/1/78
ML-6(1)	WE 959 809	High altitude search 30/1/78	Rod similar to ML-2(1)	25 R/h contact 100 mR/h at 1 m	10/2/78
ML-10(1)	WE 678 715	Visual from air 31/1/78	Hollow cylinder approx. 500mm long x 360mm diameter and 12 fragments various sizes	Not radioactive	31/1/78
ML-11(1)	WE 946 818	Ground Search 1/2/78	Rod similar to ML-2(1)	2 R/h contact	2/2/78

* All readings are meter readings uncorrected for background.

This is exhibit " B " Referred
to in Affidavit of
GEOFFREY B. KNIGHT
Sworn before me this 30th
day of APRIL AD 1980
A Comm & etc

- D2 -

SUMMARY OF FRAGMENTS RECOVERED (CONT'D)

<u>HIT NO.</u>	<u>POSITION</u>	<u>DATE & MEANS OF DISCOVERY</u>	<u>PHYSICAL DESCRIPTION</u>	<u>GAMMA RADIATION FIELD</u>	<u>DATE OF RECOVERY</u>
ML-12(1)	XE 006 765	Helicopter search 2/2/78	Piece of ribbed sheathing, approx. 60mm long and 40mm wide	30 R/h contact	3/2/78
ML-13(1)	WE 816 740	MRS 5/2/78	Rod similar to ML-2(1)	100 mR/h at 1 m	20/2/78
ML-15(1)	WE 683 667	MRS 8/2/78	Rod similar to ML-2(1)	600 mR/h contact 10 mR/h at 1 m.	4/3/78
ML-16(1)	WE 745 718	MRS 7/2/78	3 small flakes in cluster	100 mR/h at 1 m for the cluster	20/2/78
ML-19(1)	WE 874 766	MRS 5/2/78	Rod similar to ML-2(1)	10 R/h contact 125 mR/h at 1 m.	26/2/78
ML-20(1)	WE 881 778	MRS 5/2/78	Rod similar to ML-2(1)	80 R/h contact 200 mR/h at 1 m	26/2/78
ML-22(1)	WE 503 539	MRS 16/2/78	Flake, black, size of a potato chip, approx 25mm long	10 R/h contact	18/2/78

- D3 -

SUMMARY OF FRAGMENTS RECOVERED (CONT'D)

<u>HIT NO.</u>	<u>POSITION</u>	<u>DATE & MEANS OF DISCOVERY</u>	<u>PHYSICAL DESCRIPTION</u>	<u>GAMMA RADIATION FIELD</u>	<u>DATE OF RECOVERY</u>
ML-23(1)	WE 250 488	MRS 16/2/78	Rod similar to ML-2(1)	6 R/h contact 100 mR/h at 1 m	2/3/78
ML-24(1)	WE 183 424	MRS 16/2/78	Part of rod similar to ML-2(1) 50mm long	10 R/h contact	18/2/78
ML-32(1)	XE 033 849	Helicopter search 21/3/78	Rod similar to ML-2(1)		5/4/78
ML-33(1)	WE 495 585	Helicopter search 23/3/78	Metal fragment approx. 75mm x 25mm x 3mm	100 mR/h at 1 m	24/3/78
ML-35(1)	WE 900 784	Air Search July 1978	Rod similar to ML-2(1)	2 R/h (and 4 rad/h) near contact; 100 mR/h at 30 cm	July 1978
ML-36(1)	WE 965 815	Air Search July 1978	Rod similar to ML-2(1)	20 R/h (and 100 rad/h) near contact; 70mR/h (and 100 mrad/h) at 1 m	July 1978 (Note 4)
ML-37(1)	WE 956 787	Air Search August 1978	Rod similar to ML-2(1)	30mR/h (and 100 mrad/h) at 1 m	August 1978

- D4 -

SUMMARY OF FRAGMENTS RECOVERED (CONT'D)

<u>HIT NO.</u>	<u>POSITION</u>	<u>DATE & MEANS OF DISCOVERY</u>	<u>PHYSICAL DESCRIPTION</u>	<u>GAMMA RADIATION FIELD</u>	<u>DATE OF RECOVERY</u>
ML-38(1)	WE 968 791	Air Search August 1978	Rod similar to ML-2(1)	9 R/h (and 10 rad/h) near contact; 70 mR/h (and 150 mrad/h) at 30 cm.	August 1978
ML-39(1)	WE 904 845	Air Search August 1978	Rod similar to ML-2(1)	20 R/h (and 20 rad/h) near contact; 500 mR/h (and 1.3 rad/h) at 30 cm	August 1978
ML-40(1)	WE 940 718	Air Search August 1978	Small metallic flakes; 20 mm x 10 mm, and 10mm x 5 mm		August 1978
ML-41(1)	WE 410 557	Air Search August 1978	Rod similar to ML-2(1)	3-4 R/h near contact Small area also contaminated	August 1978
ML-2(2)	XE 154 906	MRS 5/2/78	Rod similar to ML-2(1)	40 R/h contact 50 mR/h at 1 m	28/2/78
ML-6(2)	XE 074 866	MRS 5/2/78	Rod similar to ML-2(1)	25 R/h contact 100 mR/h at 1 m	13/2/78
ML-6(2)B	XE 074 866	Helicopter Search 5/4/78	Rod similar to ML-2(1)	25 R/h contact, 100 mR/h at 1 m	5/4/78

- D5 -

SUMMARY OF FRAGMENTS RECOVERED (CONT'D)

<u>HIT NO.</u>	<u>POSITION</u>	<u>DATE & MEANS OF DISCOVERY</u>	<u>PHYSICAL DESCRIPTION</u>	<u>GAMMA RADIATION FIELD</u>	<u>DATE OF RECOVERY</u>
ML-7(2)	XE 049 861	MRS 5/2/78	Rod similar to ML-2(1)	50 R/h contact 100 mR/h at 1 m	13/2/78
ML-8(2)	XE 090 881	MRS 5/2/78	Rod similar to ML-2(1)	100 R/h contact 150 mR/h at 1 m	13/2/78
ML-9(2)	XE 028 845	MRS 5/2/78	Rod similar to ML-2(1)	20 R/h contact 125 mR/h at 1 m	2/3/78
ML-10(2)	XE 251 946	MRS 7/2/78	Rod similar to ML-2(1)	15 R/h contact 50 mR/h at 1 m	3/3/78
ML-11(2)	XE 300 975	MRS 7/2/78	Rod similar to ML-2(1)	12 R/h contact 170 mR/h at 1 m	3/3/78
ML-11(2)B	XE 300 975	Helicopter search 5/4/78	Small flakes		6/4/78
ML-12(2)	XE 100 885	MRS 7/2/78	Rod similar to ML-2(1)	10 R/h contact 80 mR/h at 1 m	6/3/78
ML-12(2)B	XE 100 885	Helicopter search 5/4/78	Second rod similar- to ML-2(1)	10 R/h contact, 80 mR/h at 1 m	6/4/78

- D6 -

SUMMARY OF FRAGMENTS RECOVERED (CONT'D)

<u>HIT NO.</u>	<u>POSITION</u>	<u>DATE & MEANS OF DISCOVERY</u>	<u>PHYSICAL DESCRIPTION</u>	<u>GAMMA RADIATION FIELD</u>	<u>DATE OF RECOVERY</u>
ML-13(2)	XE 125 879	MRS 8/2/78	Rod similar to ML-2(1)	6 R/h contact	3/3/78
ML-14(2)	XE 131 884	MRS 8/2/78	Rod similar to ML-2(1)	60 R/h contact 150 mR/h at 1 m	4/3/78
ML-15(2)	XE 159 903	MRS 7/2/78	Rod similar to ML-2(1)	33 R/h contact 100 mR/h at 1 m	26/2/78
ML-16(2)	XE 206 936	MRS 7/2/78	Rod similar to ML-2(1)	60 R/h contact 80 mR/h at 1 m	28/2/78
ML-17(2)	XE 228 932	MRS 8/2/78	Rod similar to ML-2(1)	12 R/h contact 60 mR/h at 1 m	3/3/78
ML-18(2)	XE 219 912	MRS 8/2/78	Rod similar to ML-2(1)	7 R/h contact 150 mR/h at 1 m	5/3/78
ML-19(2)	XE 230 913	MRS 8/2/78	Rod similar to ML-2(1)	10 R/h contact 150 mR/h at 1 m	5/3/78
ML-20(2)	XE 318 961	MRS 8/2/78	Rod similar to ML-2(1)	12 R/h contact 70 mR/h at 1 m	5/3/78

- D7 -

SUMMARY OF FRAGMENTS RECOVERED (CONT'D)

<u>HIT NO.</u>	<u>POSITION</u>	<u>DATE & MEANS OF DISCOVERY</u>	<u>PHYSICAL DESCRIPTION</u>	<u>GAMMA RADIATION FIELD</u>	<u>DATE OF RECOVERY</u>
ML-21(2)	XE 325 968	MRS 8/2/78	Rod similar to ML-2(1)	15 R/h contact 80 mR/h at 1 m	5/3/78
ML-23(2)	XE 354 974	MRS 10/2/78	Rod similar to ML-2(1)	6 R/h contact 30 mR/h at 1 m	5/3/78
ML-25(2)	CA 537 066	MRS 10/2/78	Flaky slice of cinderlike material approx. 30mm long	8 R/h contact 30 mR/h at 1 m	6/3/78
ML-26(2)	XF 493 115	MRS 10/2/78	Metal Cylinder 250mm long x 100mm diam.	10 R/h contact 80 mR/h at 1 m	12/3/78
ML-27(2)	CA 839 185	MRS 10/2/78	Horseshoe shaped metal piece 100mm across, 50mm thick	6 R/h contact 300 mR/h at 30cm	5/3/78
ML-28(2)	CA 911 261	MRS 10/2/78	Cylinder similar to ML-26(2)	15 R/h contact	17/3/78
ML-29(2)	CA 919 256	MRS 10/2/78	Cylinder similar to ML-26(2)	10 R/h contact 600 mR/h at 30cm	2/3/78

- D8 -

SUMMARY OF FRAGMENTS RECOVERED (CONT'D)

<u>HIT NO.</u>	<u>POSITION</u>	<u>DATE & MEANS OF DISCOVERY</u>	<u>PHYSICAL DESCRIPTION</u>	<u>GAMMA RADIATION FIELD</u>	<u>DATE OF RECOVERY</u>
ML-30(2)	XE 333 960	Helicopter Search 26/2/78	Particle	150 mR/h near contact	12/3/78
ML-32(2)	XE 335 965	MRS 6/3/78	Sliver about 1cm by 10cm	30 mR/h at 1 m	6/3/78
ML-33(2)	CA 854 238	Helicopter Search 20/3/78	Cylinder similar to ML-26(2)		23/3/78
ML-34(2)	CA 865 245	Helicopter Search 22/3/78	Cylinder similar to ML-26(2)		23/3/78
ML-35(2)	XE 128 874	Air Search August 1978	Rod similar to ML-2(1)	8 R/h (and 15 rad/h) near contact; 100 mR/h (and 200 mrad/h) at 30 cm	August 1978
ML-1(3)	DA 054 304	MRS 10/2/78	Cylinder similar to ML-26(2)	10 R/h contact 400 mR/h on one end at 30 cm 800 mR/h on opposite end at 30cm	5/3/78

- D9 -

SUMMARY OF FRAGMENTS RECOVERED (CONT'D)

<u>HIT NO.</u>	<u>POSITION</u>	<u>DATE & MEANS OF DISCOVERY</u>	<u>PHYSICAL DESCRIPTION</u>	<u>GAMMA RADIATION FIELD</u>	<u>DATE OF RECOVERY</u>
ML-2(4)	EA 390 744	Visual from ground 28/1/78	Complex shaped object; concave thin plate or cracked cylinder end with tubular (double) braces and related parts	15 R/h contact	19/2/78
ML-1(9)	WE 030 110 Murky Lake area	Helicopter and ground Search 22/2/78	6 particles	100-2000 mR/h contact	22/2/78
	WE 123 193 Snowdrift area	Helicopter and ground Search 10/2/78	97 particles	5-1000 mR/h contact	14/2/78 to 21/2/78
ML-2(9)	WE 205 220	Helicopter 12/2/78	Flake	40 mR/h contact	Not recovered (Note 5)
ML-3(10)	VE 675 155	MRS 20/2/78	Chunk of slag about 25mm x 15mm x 10mm	500 R/h contact	23/2/78
ML-5(10)	VE 762 261	MRS 1/3/78	Rod similar to ML-2(1)	10 R/h contact 200 mR/h at 1 m	5/3/78

- D10 -

SUMMARY OF FRAGMENTS RECOVERED (CONT'D)

<u>HIT NO.</u>	<u>POSITION</u>	<u>DATE & MEANS OF DISCOVERY</u>	<u>PHYSICAL DESCRIPTION</u>	<u>GAMMA RADIATION FIELD</u>	<u>DATE OF RECOVERY</u>
ML-5(10)B	VE 762 265	MRS 1/3/78	Second rod similar to ML-2(1) & sliver of material		5/3/78
ML-6(10)	VE 716 218	MRS 2/3/78	End of rod approx. 20mm long	5 R/h contact 40 mR/h at 1 m	9/3/78
ML-7(10)	VE 845 225	MRS 2/3/78	Black chunk of material 25mm dia.	20 R/h contact 90 mR/h at 1 m	9/3/78
ML-8(10)	VE 937 249	MRS 2/3/78	Sliver about 80mm long x 3mm wide + small particle 3mm in diameter	25 R/h contact 110 mR/h at 1 m	9/3/78
ML-10(10)	VE 735 140	MRS 10/3/78	Irregular flake approx. 20mm x 15mm, + 6 particles	100 mR/h at 1 m	11/3/78
ML-11(10)	VE 650 137	MRS 10/3/78	Particles	10 mR/h at 1 m	11/3/78
ML-14(10)	VD 505 970	MRS 11/3/78	Small particle	10 mR/h at 1 m	19/3/78
ML-15(10)	VD 532 983	MRS 11/3/78	Small flake approx. 7mm long	20 mR/h at 1 m	19/3/78

- D11 -

SUMMARY OF FRAGMENTS RECOVERED (CONT'D)

<u>HIT NO.</u>	<u>POSITION</u>	<u>DATE & MEANS OF DISCOVERY</u>	<u>PHYSICAL DESCRIPTION</u>	<u>GAMMA RADIATION FIELD</u>	<u>DATE OF RECOVERY</u>
ML-17(10)	VE 725 132	MRS 11/3/78	Small fragment approx. 10mm x 10mm x 5mm	40 mR/h at 1 m	21/3/78
ML-18(10)	VE 643 130	Helicopter 11/3/78	Specks in snow	40 mR/h at 1 m	11/3/78
ML-19(10)	VE 651 121	Helicopter 11/3/78	Specks in snow	40 mR/h at 1 m	11/3/78
ML-20(10)	VE 665 103	MRS 11/3/78	Sliver	40 mR/h at 1 m	19/3/78
ML-21(10)	VD 524 943	MRS 12/3/78	Long sliver	10 R/h at 5cm 105 mR/h at 1 m	16/3/78
ML-22(10)	VE 700 090	MRS 12/3/78	Particle Particle	8 mR/h at 1 m, and 4 mR/h at 1 m	19/3/78 24/3/78
ML-24(10)	VE 836 103	MRS 12/3/78	Flake approx. 15mm square	100 mR/h at 1 m	27/3/78

- D12 -

SUMMARY OF FRAGMENTS RECOVERED (CONT'D)

<u>HIT NO.</u>	<u>POSITION</u>	<u>DATE & MEANS OF DISCOVERY</u>	<u>PHYSICAL DESCRIPTION</u>	<u>GAMMA RADIATION FIELD</u>	<u>DATE OF RECOVERY</u>
ML-25(10)	VE 657 105	Helicopter 14/3/78	Small triangular shaped flake	10 mR/h at 1 m	19/3/78
ML-27(10)	VE 685 110	Helicopter 17/3/78	Particle	8 mR/h at 1 m	24/3/78
ML-28(10)	VD 555 990	Helicopter 17/3/78	Small Flake	80 mR/h at 1 m	21/3/78
ML-32(10)	VE 905 256	Air Search August 1978	Small metallic flake 20 mm x 5 mm	3 R/h near contact; 20 mR/h at 1 m;	August 1978
ML-1(11)	VD 270 997	MRS 7/3/78	50mm dia. x 3mm thick, black plate, not flaky	40 R/h contact 200 mR/h at 1 m	8/3/78
ML-3(11)	VD 396 953	MRS 12/3/78	Very small specks in snow	300 mR/h contact, 2 mR/h at 1 m	16/3/78
ML-4(11)	UD 460 630	Helicopter 12/3/78	Flat oval plate 140mm x 90mm x 35mm	40 R/h contact, and 900 mR/h at 1 m	16/3/78

- D13 -

SUMMARY OF FRAGMENTS RECOVERED (CONT'D)

<u>HIT NO.</u>	<u>POSITION</u>	<u>DATE & MEANS OF DISCOVERY</u>	<u>PHYSICAL DESCRIPTION</u>	<u>GAMMA RADIATION FIELD</u>	<u>DATE OF RECOVERY</u>
ML-5P(11)	UD 610 590	Ground Search 14/3/78	19 particles		21/3/78
ML-6(11)	VD 349 827	MRS 14/3/78	Chip approx. 3mm square	10 R/h contact, 10 mR/h at 1 m	16/3/78
ML-6(11)B	VD 349 827	Helicopter 8/4/78	Specks in snow		8/4/78
ML-7(11)	VD 411 805	MRS 14/3/78	Chip approx. 1cm long	4 R/h near contact, 40 mR/h at 1 m	16/3/78
ML-7(11)B	VD 411 805	Helicopter 8/4/78	Speck in snow		8/4/78
ML-8(11)	UD 637 531	MRS 26/3/78	1 Particle	1 mR/h at 1 m	29/3/78
ML-8(11)B	UD 637 531	Helicopter 8/4/78	Speck in snow		8/4/78

- D14 -

SUMMARY OF FRAGMENTS RECOVERED (CONT'D)

<u>HIT NO.</u>	<u>POSITION</u>	<u>DATE & MEANS OF DISCOVERY</u>	<u>PHYSICAL DESCRIPTION</u>	<u>GAMMA RADIATION FIELD</u>	<u>DATE OF RECOVERY</u>
ML-9(11)	UD 505 539	MRS 26/3/78	2 Particles	1 mR/n at 1 m	29/3/78
ML-10P (11)	VD 280 670 area Simpson Islands	Ground Search 30/3/78	8 Particles		30/3/78
ML-1(12)	PU 125 170	MRS 31/3/78	Sheet metal approx. 220mm x 80mm x 3mm + 1 small particle		5/4/78
ML-1P(13)	NT 760 435	Ground Search 27/2/78	2 particles	1 mR/h at 1 m	27/2/78
ML-2P(13)	UD 670 165 area Great Slave Lake	Ground Search 13/3/78	19 particles		13/3/78
ML-3P(13)	NS 950 815 area Buffalo Lake	Ground Search 19/3/78 and 22/3/78	19 particles	1-18 mR/h at 1 m	19/3/78 and 22/3/78

SUMMARY OF FRAGMENTS RECOVERED (CONT'D)

<u>HIT NO.</u>	<u>POSITION</u>	<u>DATE & MEANS OF DISCOVERY</u>	<u>PHYSICAL DESCRIPTION</u>	<u>GAMMA RADIATION FIELD</u>	<u>DATE OF RECOVERY</u>
ML-4P(13)	NT 685 370 Hay River area	Ground Search Feb. - Mar. 78	48 particles		Completed 9/3/78
ML-5P(13)	PT 380 465 Pine Point area	Ground Search Feb. - Mar. 78	176 particles		Completed 5/3/78
ML-6P(13)	UC 565 857 area - Fort Resolution	Ground Search Feb. - Mar. 78	110 particles		Completed 1/3/78
ML-7P(13)	NS 715 330	Ground Search 6/4/78	Speck in snow		6/4/78
ML-8P(13)	PU 100 000 area Great Slave Lake	Ground Search 7/4/78	6 particles		7/4/78
ML-1P(14)	VC 540 250 area Tsu Lake	Ground Search 23/3/78	Contaminated snow No particles found		

SUMMARY OF FRAGMENTS RECOVERED (CONT'D)

<u>HIT NO.</u>	<u>POSITION</u>	<u>DATE & MEANS OF DISCOVERY</u>	<u>PHYSICAL DESCRIPTION</u>	<u>GAMMA RADIATION FIELD</u>	<u>DATE OF RECOVERY</u>
ML-2P(14)	WB 000 830 area Pilot Lake	Ground Search 2/4/78	36 small particles		2/4/78
ML-3P(14)	WD 110 335 area Ruttledge Lake	Ground Search 5/4/78	7 small particles		5/4/78
ML-4P(14)	VD 070 070 Rocher River	Ground Search 2/4/78	2 small particles		2/4/78

RADIOACTIVE PARTICLES RECOVERED DURING SUMMER 1978 (Note 6)
(with some examples of radioactivity level)

<u>POSITION</u>		<u>PARTICLES RECOVERED</u>
HAY RIVER, NWT	- Community (average 19 μ R/h at 1 metre, 80 mrad/h near contact)	119
	Adjacent highways	7
PINE POINT, NWT	- Community (average 24 μ R/h at 1 metre, 90 mrad/h near contact)	422
	Adjacent highways	112
FORT RESOLUTION, NWT	- Community (average 22 μ R/h at 1 metre, 140 mrad/h near contact)	494
	Adjacent highways	414
SNOWDRIFT, NWT	- Community (average 30 μ R/h at 1 metre, 9 mrad/h near contact)	9
	Frontier Lodge	1
FORT SMITH, NWT	- Community (average 10 μ R/h at 1 metre, 28 mrad/h near contact)	1,110
	Adjacent highways	230
SALT RIVER, NWT	- Community	11
BELL ROCK, NWT	- Community	65
CARLSON LANDING, ALTA	- Community	2
FORT FITZGERALD, ALTA	- Community	1
HAY CAMP, ALTA	- Community	2
PEACE POINT, ALTA	- Community	20
FORT CHIPEWYAN, ALTA	- Community (average <bkgd at 1 metre, 11 mrad/h near contact)	14
MACDONALD LAKE, NWT	- Camp sites (East end)	11
BUFFALO LAKE, NWT	- Camp sites	3
TALSTON RIVER, NWT	- Power dam site	6
TSU LAKE, NWT	- Camp sites	2
NAUTAWA LAKE, NWT	- Camp sites	2
PILOT LAKE, NWT	- Fishing lodges	10
CHAMPAGNE LAKE, NWT	- Camp sites	2
HOOK LAKE, NWT	- Camp sites	2
THUBUN LAKE, NWT	- Fishing lodge	1
JACKFISH LAKE, NWT	- Camp site	1
SCHAEFER LAKES, NWT	- Camp site	1
OULTON LAKE, NWT	- Camp site	1
Unnamed lakes and along rivers	- Camp sites	8
Railway Line - HAY RIVER to PINE POINT		51
	Total recovered during summer	<u>3,134</u>

NOTES:

1. Sequential hit numbers missing from summary identified suspected Hits which were later deleted for the following reasons:

a) Confirmed or probable natural radiation source	- 48
b) Confusion in location, or MRS error	- 11
c) Unable to confirm by later search	- 25
d) Review of spectrum indicated false hit	- 23
e) Search found natural, non-radioactive feature	- 3
	<u>110</u>

2. Position locations are from Ten Thousand Meter Universal Transverse Mercator Grid, Zones 75 and 85, Canadian Topographical Map Series 1:250,000.

3. Gamma Radiation Fields were measured in the field at the time the fragment was first located and identified by a ground search party. The "contact" measurements in many cases were made in contact with the covering snow which may have been several centimeters thick.

Whenever the Gamma Radiation Field is left blank, it means that the information is not readily available; however, all of the fragments and particles recovered were radioactive with the single exception of Hit Number ML-10(1).

4. Hit Numbers ML-35(1) to ML-41(1), ML-35(2) and ML-32(10) were located and recovered by contract during the Phase II Program.
5. ML-2(9) was confirmed as a flake of material by ground observation, but was blown away by down-wash from a helicopter and could not be re-located.
6. A total of 3,134 small radioactive particles were located and recovered by ground search parties employed by the Phase II contractor in checking communities, connecting roads and railways, commercial fishing lodges, trapping and fishing camp sites and other inhabited or travelled areas.

R.B.
Farand

No. 129

Official translation	
May 26, 1980	
ACC	REF
75077	
FILE	DOSSIER
66-7-COSMOS 951-Log	
BY HAND	PAR PORTEUR
ATTN: FLE	

The Embassy of the Union of Soviet Socialist Republics presents its compliments to the Department of External Affairs of Canada and has the honour to refer to the Department's note No. FLE-308 of March 7, 1980.

The Embassy is authorized to state that the Soviet side shares the opinion expressed in the note that the Soviet-Canadian negotiations held on February 25 - March 5, 1980 in Ottawa were useful and allowed the parties to have a fuller view of the various questions arising in connection with the subject matter of the negotiations. The Soviet side, as the Canadian side, is seeking a mutually acceptable arrangement and proposes to continue the negotiations, as previously agreed, in June, 1980 in Moscow.

The Embassy of the Union of Soviet Socialist Republics avails itself of this opportunity to renew to the Department the assurances of its highest consideration.

Ottawa, May 26, 1980

RECEIVED

Economic Law and Treaty Division
Department of External Affairs

MAY 26 1980

REÇU

Direction du Droit économique
et des traités
Ministère des Affaires extérieures

DEPARTMENT OF EXTERNAL AFFAIRS OF CANADA
Ottawa

30050475

№ 12.9

Посольство Союза Советских Социалистических Республик свидетельствует свое уважение Министерству Иностранных Дел Канады и имеет честь сослаться на ноту Министерства № FLE - 308 от 7 марта 1980 года.

Посольство уполномочено сообщить, что Советская сторона разделяет выраженное в этой ноте мнение о том, что советско-канадские переговоры, состоявшиеся в Оттаве 25 февраля - 5 марта 1980 года, были полезными и позволили сторонам получить более полное представление о различных вопросах, возникающих в связи с предметом переговоров. Советская сторона так же, как и Канадская сторона, стремится к достижению взаимоприемлемого урегулирования и предлагает продолжить переговоры, как это было ранее условлено, в Москве в июне 1980 года.

Посольство Союза Советских Социалистических Республик пользуется случаем, чтобы возобновить Министерству уверения в своем весьма высоком уважении.

г.Оттава, "26" мая 1980 года



В МИНИСТЕРСТВО ИНОСТРАННЫХ ДЕЛ КАНАДЫ
г.Оттава



*Government
of Canada

Gouvernement
du Canada

MEMORANDUM

NOTE DE SERVICE

TO
A

Officer i/c Budgeting & Accounting
Systems Directorate

FROM
DE

Officer i/c Legal Branch

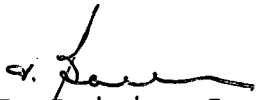
SUBJECT
OBJET

Cosmos 954

SECURITY - CLASSIFICATION - DE SÉCURITÉ	
S E C R E T	
OUR FILE/NOTRE RÉFÉRENCE	
YOUR FILE/VOTRE RÉFÉRENCE	
GS-785-47	
DATE	80-04-01

The attached materials are forwarded for your information and incorporation in the file. Further negotiations are to take place commencing in June, 1980. The R.C.M.P. claim has apparently been accepted as stated.


EPC:sm
Attach.


F. Boivin, Supt.
Officer in Charge,
Legal Branch.

REVIEWER

18
APR 3 1980

100-110005

PA
GFO, k


Department of External Affairs



Canada

Ministère des Affaires extérieures

FLE-308

Le ministère des Affaires extérieures présente ses compliments à l'ambassade de l'Union des républiques socialistes soviétiques et a l'honneur de se référer à sa note no FLE-109 du 23 janvier 1980 au sujet des négociations concernant la réclamation, au montant de \$6,026,083.56, présentée par le Gouvernement du Canada à l'Union des républiques socialistes soviétiques pour les dommages causés par le satellite Cosmos 954.

Le ministère se réjouit que des délégations du Canada et de l'Union des républiques socialistes soviétiques se soient rencontrées du 25 février au 5 mars 1980 pour entamer des négociations au sujet de la réclamation canadienne. Les discussions se sont avérées utiles et ont permis aux parties d'obtenir une meilleure compréhension des diverses questions soulevées par la réclamation. Certains documents, à savoir un affidavit supplémentaire de M. G.B. Knight et un répertoire amendé des débris retrouvés (Annexe E amendée), ont été remis à la partie soviétique au cours de la session des négociations. Ces documents font maintenant partie intégrante de la réclamation canadienne.

Il y a lieu cependant de regretter que la récente session de négociations n'ait pas permis d'en arriver à une conclusion de la réclamation. Il a été convenu que les négociations se poursuivraient au début du mois de juin 1980, vraisemblablement à Moscou. La partie

REVIEWER.....

APR 3 1980

RECORDS

.../2

000506

canadienne considère qu'il est indispensable que la prochaine session de négociations permette un règlement de la réclamation: ce résultat serait conforme à l'esprit et à la lettre de la Convention sur la responsabilité internationale pour les dommages causés par des objets spatiaux qui prescrit qu'un Etat ayant subi des dommages du fait d'un objet spatial doit recevoir une indemnisation prompte, équitable et totale. La partie canadienne tient à affirmer que la poursuite des négociations ne saurait porter préjudice au droit de l'une ou l'autre partie de se prévaloir en temps utiles des recours qui lui sont ouverts en vertu du droit international, et en particulier le droit de demander la constitution d'une Commission de règlement des demandes en vertu de l'article XIV de la Convention précitée.

Le ministère des Affaires extérieures saisit cette occasion pour renouveler à l'ambassade de l'Union des républiques socialistes soviétiques l'assurance de sa très haute considération.

OTTAWA, le 7 mars 1980



Department of External Affairs



Canada

Ministère des Affaires extérieures

OTTAWA, K1A 0G2

le 17 mars 1980

REVIEWER.....

APR 3 1980

"S" DIV REC-105

Liste des destinataires ci-jointe,

re: RECLAMATION "COSMOS 954": LES NEGOCIATIONS

La première session de négociations Canada/URSS sur la réclamation pour les dommages causés par le satellite soviétique Cosmos 954 s'est achevée le 5 mars dernier sans qu'un règlement mutuellement acceptable ait pu être atteint. Les parties poursuivront leurs discussions le 2 juin prochain, vraisemblablement à Moscou. Le bilan de la première session de négociations est malgré tout positif dans le sens que cette session aura permis de clarifier les positions respectives des deux parties. Je vous fais parvenir ci-joint, copie de quelques documents qui vous font part des plus récents développements dans cette affaire:

- a) un sommaire de la rencontre du 19 février 1980 du groupe interministériel de conseillers juridiques en charge de la réclamation "Cosmos 954";
- b) une copie du cahier de négociations qui a été mis à la disposition des négociateurs canadiens au cours de la récente session;
- c) un procès-verbal de la session de négociations (préparé par le ministère de la Justice);
- d) copie de la note no FLE-308 du 7 mars 1980, adressée à l'ambassade de l'URSS à Ottawa par le ministère des Affaires extérieures. Cette note n'a pas été rendue publique.

J'aimerais vous rappeler en terminant que toute demande d'information provenant des media concernant cette réclamation devrait être dirigée au service d'information du ministère des Affaires extérieures au numéro 995-1874.

Veuillez agréer l'expression de mes sentiments distingués.

Le président du groupe inter-
ministériel de conseillers juridiques,

L.H. Legault

PA
GFO/1
000508

CONFIDENTIEL

AVEC ANNEXES

Liste des destinataires

M. T. J. Marlay,
ENERGIE, MINES ET RESSOURCES.

Mme M. E. Fitzgerald,
Affaires indiennes.

Sgt Kenneth J. MacDonald,
Quartiers généraux de la G.R.C.

Mr. S. Tunis,
Santé et Bien-Etre social.

D^r E. F. Roots,
Ministère de l'environnement.

PA
GPO 1/8
000509

CONFIDENTIEL

Rapport de réunion

"Cosmos 954": Groupe interministériel
de conseillers juridiques

1. Une réunion du groupe interministériel de conseillers juridiques en charge de la réclamation pour les dommages causés par le satellite soviétique Cosmos 954 a été convoquée pour le mardi, 19 février 1980 à 14h30. La réunion est présidée par M. L.H. Legault, directeur-général du Bureau des Affaires juridiques du M.A.E. Les autres participants sont nommés en annexe.
2. Cette réunion est préparatoire à la première session des négociations Canada/URSS sur la réclamation qui doit se tenir à Ottawa du 25 au 29 février 1980. Trois sujets principaux sont abordés: a) L'organisation des négociations; b) la stratégie de négociations et c) Mise au point du cahier de négociations.
3. Organisation des négociations: On propose une liste de 9 personnes pouvant composer la délégation canadienne lors des négociations. Il est décidé que, en plus de ces neuf personnes constituant la délégation comme tel, on pourra avoir des membres-adjoints qui pourront être appelés à prêter assistance dans leur secteur propre de spécialisation, selon les besoins de la négociation.
4. La stratégie de négociations: M. Legault dit désirer que la session de négociation ne soit pas le théâtre de témoignages oraux et de contre-interrogatoires. Il préfère remettre à la partie soviétique un certain nombre d'affidavits supplémentaires plutôt que de permettre l'interrogation de témoins. En d'autres mots, il ne faut pas que la négociation se transforme en commission d'enquête.
5. La discussion tourne rapidement autour de la question suivante: Est-ce que les négociateurs peuvent régler la réclamation pour un montant inférieur à celui effectivement réclamé? M. Legault résume ainsi en guise de conclusion, les éléments de la longue discussion: Le mandat donné aux négociateurs dans la "note de service aux ministres" d'octobre 1978 est celui d'essayer de parvenir à un règlement négocié. Il est de l'essence même de la négociation diplomatique d'en venir à un compromis: en fait on ne pourrait parler véritablement de négociations si une des parties avait l'ordre de ne point bouger de sa position de départ. Il faut se rappeler que les termes du règlement seront soumis aux ministres concernés pour leur approbation. Il faudra naturellement que les divers représentants des ministères concernés soient d'accord avec le règlement proposé, et qu'ils jugent ce règlement "raisonnable", avant qu'il ne soit accepté.

.../2

PA
EFO 1/2
000510

6. Le cahier de négociations: Depuis octobre 1979, les ministères de la Justice et des Affaires extérieures s'affairent à rédiger un précis des questions juridiques soulevées par la réclamation. Les auteurs ont cherché à exposer dans ce document, et ce le plus clairement possible, chacun des arguments juridiques en faveur de la réclamation canadienne. Ce travail visait à fournir aux négociateurs canadiens un guide les aidant à formuler ces arguments à l'endroit des négociateurs soviétiques. Le précis des questions juridiques de même que le répertoire des preuves (Brief of evidence) ont été soumis pour commentaires aux membres du groupe. Le ministère de la Justice fournit une version amendée des deux documents: ceux-ci sont acceptés dans leur ensemble par le groupe de conseillers juridiques.

7. Une dernière question est soulevée: L'article XIV de la Convention sur la responsabilité, qui permet la constitution d'une Commission de règlement des demandes, est suffisamment ambigu dans sa rédaction pour qu'une partie soutienne qu'il n'est pas possible de constituer une telle Commission au-delà du délai limite d'un an posé pour la négociation diplomatique, i.e. le 15 mars 1980. C'est pourquoi la partie canadienne devra réserver ses droits relativement à la constitution d'une Commission si la négociation diplomatique devait se poursuivre au-delà du délai du 15 mars 1980.

Fin de la réunion.

ANNEXE

Liste des participants

à la réunion du Groupe interministériel
de conseillers juridiques sur "Cosmos 954"

(le mardi, 19 février 1980 à 14h30)

Cap.(M) Michael Barrow	CMDO	2-4353
Geoffroy Birtz, Q.C.	Just(Env)	7-3171
R.W. Burchill	Ext.Aff(FLE)	6-1940
P.H. Chapin	Ext.Aff(GEA)	2-0606
André Farand	Ext.Aff(FLE)	2-2486
Gerald FitzGerald	Just	2-3260
W.K. Gummer	AECB	5-5909
L.Col. Dick Jennings	DND/Fin.Serv.	5-8049
F.J.E. Jordan	Just	2-3206
Michael A. Kelen	Just	5-9650
G.B. Knight	AECB	3-5123
L.H. Legault	Ext.Aff(FLP)	2-2728
J.F.D. MacIsaac	Just	5-7069
L.Col. Brian Murphy	DND/JAG	2-9061
Bryan Schwartz	Just	2-6887



Department
of Justice

Ministère
de la Justice

Ottawa, Canada
K1A 0H8

Our File: 209528

March 6, 1980

S/Sgt. Ellis P. Craig
R.C.M.P. Legal Branch
Room G214
1200 Alta Vista Drive
Ottawa, Ontario
K1A 0R2

REVIEWER

APR 3 1980

5-21-80

Dear S/Sgt. Craig:

Re: COSMOS 954 Satellite Claim Against U.S.S.R.

I wish to advise that the negotiations of this claim took place in Ottawa from February 25th until March 5th. The negotiators for the Soviet Union don't have any dispute with respect to any item in your costs.

Real progress was made during the negotiations. The next round, and I hope the final round, is scheduled to take place in Moscow during the week of June 2nd.

I will keep you informed.

Yours truly,

Michael A. Kelen
Civil Litigation Section

PA
6/10/80
13/10

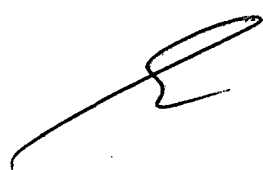
000513

MEMORANDUM FOR FILE

GS-785-47

Further to memo for file dated 79-11-05, following receipt of notice of meeting for 80-02-19 et. seq. I called Michael Kelen, Justice (5-9650) who will be attending and asked if he would represent our interests. He has my name and phone number and will contact me if anything affecting RCMP interests should arise. Again, the small relevant amount claimed by the Force hardly justifies long-term attendance at these negotiations.

Brian Lynch will be advised of the above arrangement.




E.P. Craig, S/Sgt.
Legal Branch

EPC/lgr

80-02-18

*P.S. Mr. Lynch advised by phone 19 FEB 80
agrees with above arrangement.*



18
REVIEWER

APR 3 1980

"S" DIR RECORDS

PA
GFO/1/8
000514

Department of External Affairs



Canada

Ministère des Affaires extérieures

CONFIDENTIEL

Ottawa K1A 0G2
le 12 février 1980

Liste des destinataires ci-jointe,

RE: réclamation Cosmos 954

Le 23 janvier dernier, le ministère des Affaires extérieures proposait à l'ambassade de l'URSS à Ottawa que les négociations sur la réclamation pour les dommages causés par le satellite soviétique Cosmos 954 aient lieu à Ottawa du 25 au 29 février inclusivement. La partie soviétique vient tout juste de nous faire savoir qu'elle est d'accord pour que les négociations aient lieu aux dates proposées.

... Il est donc nécessaire que le groupe de conseillers juridiques en charge de la réclamation se réunisse de nouveau pour considérer le texte du cahier de négociations, comportant une section sur les questions juridiques soulevées par la réclamation et un sommaire des preuves disponibles. Je joins à cet effet copie du projet de cahier de négociation préparé conjointement par les ministères de la Justice et des Affaires extérieures. Je vous invite à nous faire part de vos commentaires sur ces textes au cours d'une réunion qui aura lieu le mardi 19 février prochain à 14h30 à la salle de conférence située au 4e étage de l'Edifice Lester B. Pearson. Il sera également question à cette réunion de l'organisation de la session de négociation, i.e. la composition de la délégation canadienne, la stratégie de négociation, etc. Nous passerons en revue les commentaires reçus des autres directions du Ministère des Affaires extérieures concernant les répercussions possibles de la négociation.

S'il vous était impossible d'assister à la réunion, je vous saurais gré de prévenir M. André Farand de la direction du Droit économique et des traités au numéro 992-2486.

Le Président du groupe
interministériel de conseillers juridiques,

L.H. Legault

PA
6/10/80
1/2

000515

LISTE DES DESTINATAIRES

JUSTICE	M. Michael Kelen Dr. FitzGerald	995-9650
AECB	M. MacIsaac	995-7194
EMR	M. Tom Marley	992-2136
DINA	Mme Fitzgerald	994-2633
RCMP	M. K. MacDonald ✓	993-1980
DND	Lt-Col. Murphy	992-9061
HWC	M. S. Tunis	993-5433
EC	Dr. E.F. Roots	997-2393
EA	M. L.H. Legault -FLP M. P. Chapin - GEA	992-2728 992-0606

Department of External Affairs



Canada

Ministère des Affaires extérieures

PAR PORTEUR

CONFIDENTIEL

OTTAWA, K1A 0G2

le 11 janvier, 1980.

Réclamation Cosmos 954 - Réaction soviétique

Veuillez trouver ci-joint copie de la note no 1 de l'ambassade de l'URSS en date du 4 janvier 1980 (reçue le 8), au sujet de la réclamation canadienne pour les dommages causés par le satellite Cosmos 954. Dans cette note, l'ambassade soviétique propose que s'ouvrent dans les plus brefs délais des négociations diplomatiques.

Dans une communication téléphonique le 9 janvier à l'ambassadeur d'Union soviétique, je lui ai exprimé ma satisfaction personnelle pour cette note, tout en indiquant que les dates proposées par l'Union soviétique m'apparaissaient trop rapprochées. J'ai mentionné à l'ambassadeur qu'une réponse officielle allait lui parvenir prochainement.

Depuis la réunion de groupe interministériel de conseillers juridiques, tenue le 10 octobre dernier, les représentants du ministère de la Justice et ceux du ministère des Affaires extérieures ont entrepris de préparer un cahier de négociations couvrant notamment les aspects juridiques de la réclamation et répertoriant les preuves disponibles. Ce travail est presque complété. Dans les circonstances, et vu l'empressement indiqué par l'URSS, je voudrais proposer que des négociations s'ouvrent à Ottawa le 4 février 1980. Durant les trois prochaines semaines, le processus de préparation des négociations sera accéléré: une réunion du groupe de conseillers juridiques devrait avoir lieu dans la semaine du 28 janvier dans le but de faire approuver les termes de la négociation ainsi que la composition de la délégation canadienne. Je communiquerai de nouveau avec vous à cet effet; j'espère être

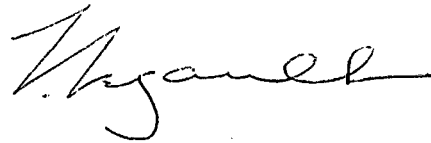
...2.

Liste des destinataires ci-jointe

en mesure de vous faire parvenir les documents de base
suffisamment à l'avance pour vous permettre de les étudier.

Je vous saurais gré entretemps de transmettre vos
commentaires et suggestions soit par lettre, soit par téléphone
à M. André Farand de la Direction du droit économique et des
Traités, au numéro 992-2486.

L. H. Legault
Président du groupe interministériel
de conseillers juridiques



80-01-17
Letter rec'd +
delivered to
translation
R.

Unofficial translation

No. 1

The Embassy of the Union of Soviet Socialist Republics in Canada presents its compliments to the Department of External Affairs and, with reference to the Department's note FLA-1598 of June 19, 1979, has the honour to communicate the following.

The Embassy has been authorized to state that the Soviet side would be prepared to hold negotiations with the Canadian side with regard to the claim in connection with the disintegration of Cosmos-954 satellite over its territory. Such negotiations could be held in the period of January 10 to 20, 1980 in Moscow or Ottawa.

The Embassy of the USSR avails itself of this opportunity to renew to the Department the expression of its highest consideration.

Ottawa, January 4, 1980

THE DEPARTMENT OF EXTERNAL AFFAIRS
OF CANADA

Ottawa

LISTE DES DESTINATAIRES

JUSTICE	M. Michael Kelen Dr. FitzGerald	995-9650
AECB	M. MacIsaac	995-7194
EMR	M. Tom Marley	
DINA	Mme. Fitzgerald	
RCMP	Staff Sgt. Ellis Craig	
DND	Lt-Col. Murphy	992-9061
HWC	M. S. Tunis	993-5433
EC	Dr. E. F. Roots	997-2393
EA	M. L.H. Legault - FLP M. P. Chapin - GEA	992-2728 992-0606

№ 1

Посольство Союза Советских Социалистических Республик в Канаде свидетельствует свое уважение Министерству Иностранных дел Канады и, ссылаясь на ноту Министерства ГЛА -1598 от 19 июня 1979 г., имеет честь сообщить следующее.

Посольство уполномочено заявить, что советская сторона была бы готова провести с канадской стороной переговоры по поводу претензии в связи с прекращением существования над ее территорией спутника "Космос-954". Такие переговоры могли бы состояться во второй декаде января 1980 г. в Москве или Оттаве.

Посольство СССР пользуется случаем, чтобы возобновить Министерству Иностранных дел Канады уверения в своем высоком уважении.



г.Оттава, 4 января 1980 года

В МИНИСТЕРСТВО ИНОСТРАННЫХ ДЕЛ КАНАДЫ
г.Оттава

Translated by MO

Department of External Affairs

BY HAND

CONFIDENTIAL

REVIEWER

18
APR 3 1980

"S" DIR RECORDS

OTTAWA, K1A OG2

January 11, 1980

Claim for Damages -- Cosmos 954 -- Soviet Reaction

On January 4, 1980, the USSR Embassy sent a first note, which we received on January 8, concerning the Canadian claim for damages caused by the satellite Cosmos 954. In this note, a copy of which is attached, the Soviet ambassador proposed that diplomatic negotiations begin as soon as possible.

I called the Soviet ambassador on January 9 to express my satisfaction with the note, even though I felt that the dates suggested by the USSR were too soon for us. I told the ambassador that he would be receiving an official reply shortly.

Following the interdepartmental meeting of legal advisers last October 10, representatives of the Departments of Justice and External Affairs began preparing a negotiations brief that, among other things, covers the legal aspects of the claim and lists the available evidence. The brief is almost finished. Under the circumstances, and given the readiness shown by the Soviets, I would propose that negotiations open in Ottawa on February 4, 1980. During the next three weeks, preparations for negotiations will be stepped up; a meeting of legal advisers should be held in the week of January 28 to agree on terms and the composition of the Canadian delegation. I will be contacting you again about this matter and I hope to be able to send you the necessary documents early enough for you to be able to peruse them.

In the meantime, I would appreciate your sending your comments by letter or telephone to Mr André Farand of the Legal Advisory Division, Economic Section, at 992-2486.

(Sgd)

LH Legault

Chairman, Interdepartmental Legal
Advisory Group

PA
650/18
C

000522

translation recd.
80-01-22
R

• HANDWRITE — ÉCRIRE À LA MAIN

Classification

File No. — N° du dossier

1	TO — À ELLIS	FROM — DE Ked	DATE
2			
3			
4			
SUBJECT — SUJET			

- | | | |
|--|---|--|
| <input type="checkbox"/> Comments
Commentaires | <input type="checkbox"/> Prepare Reply
Réponse à rédiger | <input type="checkbox"/> Make File(s)
Dossier(s) à ouvrir |
| <input type="checkbox"/> Perusal — No action required
Pour information — aucune suite requise | <input type="checkbox"/> Prepare Brief
Exposé à préparer | <input type="checkbox"/> Return with Current File
Retourner avec le dossier courant |
| <input type="checkbox"/> Examination and Action
Pour examen et suite | <input type="checkbox"/> See Sender
Voir l'expéditeur | <input type="checkbox"/> Check Records
Vérifier les archives |

REMARKS — COMMENTAIRES

REPLY — RÉPONSE

TE COSMOS 954
CANADA VS USSR - CIVIL CLAIM.
EXT. AFFAIRS SENDING OVER
CORR ADVISING OF MEETING
ON CANADA'S CLAIM - USSR ARE
APPARENTLY NOW READY TO
NEGOTIATE
I TOLD HIM TO SEND TO
YOU AS NOT AWARE IF YOU
WILL ATTEND, SOMEONE ELSE FROM
LEGAL OR SOMEONE FROM
FBI B

Ked

A-5 (4/77) 7530-21-029-4767



ROYAL CANADIAN
MOUNTED POLICE

GENDARMERIE ROYALE
DU CANADA

TRANSIT
SLIP

FICHE
DE SERVICE

PA

Initial - Initiales

Date

000523

MEMORANDUM FOR FILE: GS-785-47

I reviewed this file and came to the conclusion that there is no present need for a member of this Branch to attend the ongoing meetings of legal advisers concerning Cosmos 954. The potential claim by the Force (\$14,000) is very minor compared to the millions of dollars involved elsewhere.

My initial plan was to have our interests represented by the legal adviser of the Solicitor General who was attending the meetings. On 79-10-16 Brian Lynch (C.F.O.) agreed to this suggestion and I called Maurice Charbonneau (Legal Services - Solicitor General) only to find that there has been no representation from there. He agreed with my view that the small claim would not justify attendance.

On 79-11-05 I telephoned Andre Farand of External Affairs and expressed the view we would be pleased to respond when our direct input is required but would be opting out of continuing attendance at scheduled meetings. He agreed and said there is very little going on in any event but he would continue to keep us informed.

R
79-11-05

EPC:mcs

18
REVIEWER.....

APR 3 1980

"S" OUT RECORDS

PA Gfo
18.1

000524



WITH THE COMPLIMENTS
OF THE
DEPARTMENT
OF
EXTERNAL AFFAIRS

AVEC LES HOMMAGES
DU
MINISTÈRE
DES
AFFAIRES EXTÉRIEURES

LE 17 OCTOBRE 1979

M. K.J. MacDonald

André Farand
Direction du droit
économique et traités

EXTERNAL AFFAIRS



AFFAIRES EXTÉRIEURES
REVIEWER

APR 3 1980

DOSSIER

SECURITY RESTREINT
Sécurité "S" DIR RECORDS

DATE 15 octobre 1979

NUMBER FLE-0187
Numéro

FROM De André Farand, FLE

REFERENCE Memo FLE-0148, 10 octobre 1979
Référence

SUBJECT Réunion du groupe de conseillers juridiques-
Sujet COSMOS 954

FILE	DOSSIER
OTTAWA	66-7-Cosmos 954-Legal
MISSION	

ENCLOSURES
Annexes

DISTRIBUTION

FLE/RWB

FLP

On trouvera ci-après les principales conclusions et décisions de la réunion tenue le 11 octobre par les conseillers juridiques en charge de la réclamation Cosmos 954.

Information:

2. Un travail de recherche important a été fait au cours de l'été au ministère de la Justice au sujet de l'argument de la "violation de la souveraineté" et du "trespass". Un texte devrait nous parvenir dans une semaine à ce sujet. Pour le moment, un plan a été remis.

Décisions:

3. a) Assistance et avis de l'extérieur:

Il a été décidé que nous allions poursuivre le travail avec les ressources du gouvernement. La question pourrait être considérée de nouveau à la lumière de la réponse soviétique. Il faut se demander quel genre de consultation sera nécessaire: certains points de droit particuliers pourront être référés ultérieurement à des personnes de l'extérieur.

b) Le Mandat:

Le groupe acquiesce à l'idée que le ministère de la Justice et le ministère des Affaires extérieures continuent leur travail en préparant un "cahier de négociations".

c) Travail immédiat:

Nous devons entreprendre la préparation de deux listes, l'une faisant ressortir le matériel disponible et les points déjà étudiés quant aux "bases juridiques" de la réclamation (cette première liste (1) sera dressée

.../2

(1) Note: La liste portant sur les questions de droit devra faire ressortir ce qui est présentement disponible et ce qui est requis. Cette analyse sera à la fois qualitative et quantitative. Les points de droit qui devront sûrement être étudiés sont: 1) le principe de la réduction (mitigation) des dommages (suite - voir au bas de page 2)


000526
12

- 2 -

par les ministères des Affaires extérieures et de la Justice qui pourront former pour celà un groupe de travail restreint); la deuxième liste énumérera les éléments de preuve déjà disponibles (Justice, MDN, CCEA). Cet exercice est entrepris dans le but d'identifier les lacunes qui devront être comblées. Le "cahier des négociations" sera ni plus ni moins qu'une refonte et une révision du matériel déjà disponible, compte-tenu des spécifications particulières de la méthodologie des négociations internationales.

d) Le groupe de conseillers juridiques se réunira de nouveau pour étudier les deux listes. Entretemps certains documents pourront être distribués aux membres du groupe.

e) Le ministère de la Santé nationale et du Bien-être social pourrait apporter une contribution à caractère scientifique. Il est à noter que les examens des personnes possiblement affectées par les débris radio-actifs du satellite continuent et que de nouveaux coûts, qui feront possiblement l'objet d'une réclamation supplémentaire, sont encourus.


André Farand

Suite de la Note (1):

- 2) le concept de coût supplémentaire (incremental-costs);
- 3) la Convention de 1972 couvre-t-elle tout le champ de responsabilité en l'espèce?

REVIEWER

18
APR 3 1980

NUCLEAR POWER SOURCE IN

OUTER SPACE

ARTICLES/BOOKS RECORDS

RECEIVED
Economic Law and Treaty Division
Department of External Affairs

OCT 12 1979

Direction du Droit International
et des Traités
Ministère des Affaires extérieures

- R.E. Alexander, "Measuring damages under the Convention on International liability for damage caused by Space Objects" 6 Journal of Space Law, p. 151 (1978).
- B. Cheng, "Convention on International Liability for Damage Caused by Space Objects" in N. Jasentuliyana, Manual on Space Law, Oceana Publications, N.Y. (1979) Vol. 1, p. 83, at p. 115.
- Carl Q. Christol, "Stratospheric Ozone, Space Objects and International Environmental Law", Journal of Space Law, Vol. 4, p. 23-31, (1976).
- P.G. Dembling, "Cosmos 954 and the Space Treaties", 6 Journal of Space Law, p. 129 (1978).
- S.E. Doyle, "Re-entering Space Objects: Facts and Fiction", 6 Journal of Space Law, (1978), p. 107.
- Diederiks-Verschoor, "Legal Aspects of Space Activities with Potentially Harmful Effects on the Earth and Space Environments, XVth Colloquium on the Law of Outer Space, p. 268, (1972).
- Diederiks-Verschoor, "Search and Rescue in Space Law, XIXth Colloquium on the Law of Outer Space, p. 152 (1976).
- Eilene Galloway, "Nuclear-Powered Satellites: The U.S.S.R. COSMOS 954 and the Canadian Claim", Akron Law Review, Vol. July (1979) (Photocopy attached).

- E. Galloway, "United Nations Consideration of Nuclear Power for Satellites", XXII Colloquium on the Law of Outer Space (1979), (Photocopy attached).
- S. Gorove, "Cosmos 954, Issues of Law and Policy", 6 Journal of Space Law, p. 137 (1978).
- S. Gorove, "Pollution and Outer Space: a Legal Analysis and Appraisal, New York University Journal of International Law & Politics, vol. 5, p. 53, 1972.
- S. Gorove, "Cosmos 954 and The question of Liability", 21st. Colloquium on the Law of Outer Space (1978) p. 211.
- G.A. Graves, et al, "The Role of the International Atomic Energy Agency in International Space Cooperation" in International Cooperation in Outer Space: A Symposium, (U.S.). G.P.O., Washington, 1971, pp. 426-433.
- J P.P.C. Haanappel, "Some observations on the crash of Cosmos 954", 6 Journal of Space Law, p. 147 (1978).
- P.P. Heller, "Man-made UFOs - The Problem of Identifying the Launching State of a Space Object, The International Lawyer, Vol. 7, p. 900-905, (1973).
- J. Hervy, "Le problème juridique de la responsabilité pour les dommages causés au cours d'un transport, dans l'espace de matières nucléaires", (1978) XXI Colloquium on the Law of Outer Space, (I.I.S.L.), p.219.

- S.N. Hosenball, "Nuclear Power Sources in Outer Space", 6
Journal of Space Law, p. 119 (1978).
- N. Jasentuliyana, "A Perspective of the Use of Nuclear Power Sources
in Outer Space", Annals of Air & Space Law,
McGill University, Vol. 4, 1979.
- T. Kosuge, "Nuclear Satellite and Space Law", 21st.
Colloquium on the Law of Outer Space (1978), p. 225.
- R.S. Lee, Liability for Nuclear Damage Caused by Flight
Instrumentalities, A LL.M. Thesis submitted to the
McGill Faculty of Graduate Studies and Research, (1964).
- N.M. Matte, Aerospace Law, 1969, pp. 335 and 337 et seq.
- N.M. Matte, "Convention on Registration of Objects launched in Outer
Space", Annals of Air & Space Law, 1976, Vol. 1, p. 231.
Text of the Convention on p. 283.
- N.M. Matte, Aerospace Law, (1977), p. 153 et seq.
- Mircea Mateesco-Matte, "Cosmos 954: "pour une zone orbitale de sécurité",
Annals of Air & Space Law, Vol. III, 1978, p. 483.
- J.A. McCone, "The Influence of Nuclear Technology on Rockets and
Space", Remarks before the American Rocket Society
Meeting, Sheraton Park Hotel, Washington, D.C., Nov. 18,
1959. (Photocopy attached).
- G.C.M. Reijnen, "Some Aspects of Environmental Problems in Space Law",
Zeitschrift für Luft und Weltraumrecht (W. Germ.),
Vol. 26, p. 23-31, Mar. 1977.
- G.C.M. Reijnen, "Space Law and the Use of Nuclear Power in Outer Space",
21st. Colloquium on the Law of Outer Space
(1978) p. 230.

- Reintanz, "Some Legal Remarks on Space Activities which may have Harmful Effects on the Environment," XVth Colloquium on the Law of Outer Space, p. 277 (1972).
- G.S. Robinson, "Earth Exposure to Martian Matter: Back Contamination Procedures and International Quarantine Regulations," Columbia Journal of Transnational Law (USA), Vol. 15, p. 17-39, (1976).
- G.S. Robinson, "The Matter of Space Law" OMNI, June 1979, p. 77, at p. 78.
- G.S. Robinson, "Return of Extraterrestrial Biota: Legal, Ethical and Moral Participation by the Public", XXth Colloquium on the Law of Outer Space, (1977), p. 430.
- A.G. Robles, "The Latin American Nuclear-Weapon-Free Zone" Occasion Paper 19, The Stanley Foundation, May 1979. (Photocopy attached).
- G.T. Seaborg, "Nuclear Power in Space", Remarks at the luncheon of the Washington Post of the American Ordinance Association, The Willard Hotel, Washington, D.C., May 17, 1962. (Photocopy attached).
- K. Wiewiorowska, "Some Problems of State Responsibility in Outer Space Law", 7 Journal of Space Law, pp. 23-38 (1979).
- L.P. Wilkins, "Substantive bases for Recovery for Injuries Sustained by Private Individuals as a Result of Fallen Space Objects", 6 Journal of Space Law, p. 161 (1978).

U.N. DOCUMENTS

- A/AC.105/214 (February 8, 1978)
- A/AC.105/217 (March 6, 1978)
- A/AC.105 C.1/SR 188 (February 16, 1978)
- A/AC.105 C.1/SR 189 (February 16, 1978)
- A/AC.105 C.1/SR 190 (February 17, 1978)
- A/AC.105 C.1/SR 191 (February 17, 1978)
- A/AC.105 C.1/SR 192 (February 21, 1978)
- A/AC.105 C.1/SR 193 (February 22, 1978)
- A/AC.105 C.1/SR 202 (March 2, 1978)
- A/AC.105 C.1/SR 203 (March 2, 1978)
- A/AC.105 C.1/SR 206 (March 7, 1978)
- A/AC.105/220 (May 20, 1978); and Add. I (June 27, 1978)
- A/AC.105/PV.179 (June 27, 1978)
- A/AC.105/PV.180 (June 27, 1978)
- A/AC.105/PV.181 (June 28, 1978)
- A/AC.105/PV.182 (June 28, 1978)
- A/AC.105/PV.183 (June 30, 1978)
- A/AC.105/PV. 184 (July 10, 1978)
- A/AC.105/PV 187 (July 13, 1978)
- A/AC.105/PV.188 (July 14, 1978)
- A/AC.105/C.1/SR 216 (February 23, 1979)
- A/AC.105/C.1/SR 220 (February 23, 1979)
- A/AC.105/238 (February 26, 1979)
- A/AC.105/PV.190 (June 18, 1979)
- A/AC.105/PV.191 (June 19, 1979)

U.N. DOCUMENTS - continued

- A/AC.105/PV.192 (June 19, 1979)
- A/AC.105/PV.193 (June 20, 1979)
- A/AC.105/PV.194 (June 20, 1979)
- "Expert Study urged on safety aspects of nuclear power sources in space":
15 U.N. Chronical, p. 20 (August 5, 1978).
- "Report adopted on Safety Aspects of Use of Nuclear Power in Outer Space": 16 (3) U.N. Chronical, p. 20 (March 1979)

Department of External Affairs



Canada

Ministère des Affaires extérieures

OTTAWA, K1A 0G2

BY HAND

October 5, 1979

REVIEWER.....

APR 3 1980

Dear Mr. MacDonald,

Subject: Cosmos 954 claim -
Preparation for negotiations


"S" DIR RECORDS

Although no substantive answer has been received from the U.S.S.R. to our claim for damages, the Secretary of State for External Affairs received assurances from the Soviet Foreign Minister during their recent meeting in New York that a response would be forthcoming shortly. Given this, and the need, in any case, to begin preparation of Canadian position and tactics, I would appreciate it if an informal meeting of the group of legal advisers created for the preparation of the claim could be held to discuss the matter generally.

I have arranged for such a meeting to be held in the conference room of the 4th floor (tower A), Lester B. Pearson Building on October 11, 1979 at 2:30 p.m. and would be grateful if you were able to attend. I feel that this initial meeting could be brief, including a report on the status of the claim, the mandate for negotiations, the requirements for consulting advice and any other matters that attendees wished to raise.

If you have any comments, you may contact André Farand (992-2486) of this Division.

Yours sincerely,


for L.H. Legault,
Director General,
Bureau of Legal Affairs

Mr. K.J. MacDonald,
Staff Sergeant,
R.C.M.P. Headquarters,
1200 Alta Vista Drive, suite G-214,
OTTAWA.

PA
6/10
1/8
2/8
000534

• HANDWRITE - ÉCRIRE À LA MAIN

Classification

File No. - N° du dossier

1	TO - À INSP PALMER	FROM - DE Kochanda	DATE 79-10-02
2			
3			
4			
SUBJECT - SUJET			

☐ Comments
Commentaires

☐ Prepare Reply
Réponse à rédiger

☐ Make File(s)
Dossier(s) à ouvrir

☐ Perusal - No action required
Pour information - aucune suite requise

☐ Prepare Brief
Exposé à préparer

☐ Return with Current File
Retourner avec le dossier courant

☐ Examination and Action
Pour examen et suite

☐ See Sender
Voir l'expéditeur

☐ Check Records
Vérifier les archives

REMARKS - COMMENTAIRES

REPLY - RÉPONSE

Re: COSMOS 954 INCIDENT

**CLAIM BY FED GOVT AGAINST
USSR Respecting satellite which
came down in NWT.**

- 'S' DIR. WAS INITIALLY INVOLVED IN THE RCMP CLAIM IN THIS MATTER.
- AT REQUEST OF 'S' DIR I ATTENDED ONE MEETING SINCE MATTER RELATED TO ADMIN SECTION OF LEGAL BRN.
- RCMP CLAIM MINIMAL AS OPPOSED TO THAT OF OTHER DEPTS, MOST NOTABLY CON ARMED FORCES
- A MEETING HAS BEEN SCHEDULED FOR EXT. AFFAIRS OCT 11/79 2³⁰ PM TO FORMULATE STRATEGY & PLAN FOR NEGOTIATIONS WITH USSR SINCE CLAIM NOW MADE
- CORR. FORTHCOMING FROM ANDRÉ SARANO EXT. AFFAIRS
- SINCE THIS MATTER RELATES TO YOUR AREA WOULD YOU LIKE TO ASSIGN SOMEONE TO ATTEND

**I HAVE NO OBJECTIONS IN
ATTENDING - WE ARE ESSENTIALLY
OBSERVERS ANYWAY SINCE WE HAVE
SUCH A SMALL CLAIM. WE ARE HOWEVER
ENTITLED & INVITED TO PARTICIPATE OPENLY
IN DISCUSSIONS - HOWEVER, IN EVENT
THIS MATTER GOES ON FOR ANY
LENGTH OF TIME YOU MAY WISH
TO ASSIGN THIS TO SOMEONE IN
YOUR AREA - COMMENTS PLEASE**

Ken

**P.S. I HAVE COPIES OF RELEVANT
CORRESPONDENCE**

REVIEWER

APR 3 1980

"S" DIR RECORDS

PA GFO 18

A-5 (4/77) 7530-21-029-4767



ROYAL CANADIAN
MOUNTED POLICE

GENDARMERIE ROYALE
DU CANADA

TRANSIT
SLIP

FICHE
DE SERVICE

PA

Initial - Initiales

Date

000535

TRANSIT SLIP



FICHE DE SERVICE

Date 19.01.23

TO: Sgt. B. Cooper
À: FM Br - 'S' Dir.
PB 628

FROM: Insp Jenkin
DE: O/C Security Policy
'P' Dir.
Vedie Bldg.

- | | | | |
|---|---|---|-----------------------------------|
| Comments <input type="checkbox"/> | Commentaires | Make File(s) <input type="checkbox"/> | Dossier(s) à ouvrir |
| Perusal — No Action Required <input type="checkbox"/> | Pour information — aucune suite requise | Return with Current File <input type="checkbox"/> | Retourner avec le dossier courant |
| Examination and Action <input type="checkbox"/> | Pour examen et suite | Check Records <input type="checkbox"/> | Vérifier les archives |
| Prepare Reply <input type="checkbox"/> | Réponse à rédiger | Instructions <input type="checkbox"/> | Directives |
| Prepare Brief <input type="checkbox"/> | Exposé à préparer | | |
| See Sender <input type="checkbox"/> | Voir l'expéditeur | | |

REMARKS
COMMENTAIRES
Per our telephone conversation
attached is the material relating to
Canada's claim against the Russian.
Please return the material for our
file.
Jenkin

REPLY
RÉPONSE
D

19-02-12
1/13



Department
of Justice

Ministère
de la Justice

Ottawa, Canada
K1A 0H8

CONFIDENTIAL

January 18, 1979

209528

Re: Cosmos 954 Satellite Claim
Against U.S.S.R.

Gentlemen:

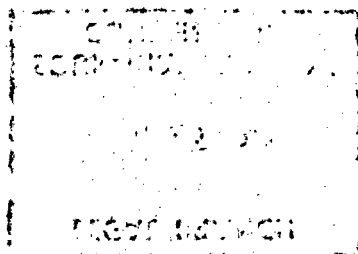
For your information I enclose a copy of the "Table of Costs Incurred by the Participating Departments of the Government of Canada in the Search and Recovery Operation for the Cosmos 954 Satellite". The claim will be presented on January 23, 1979 by the Minister of External Affairs to the ambassador for the Soviet Union for the total incremental costs in the amount of \$6,041,174.70.

Yours truly,

Michael A. Kelen
Civil Litigation Section

Encl.

LS
29/01/23



P.A.
000537

LEGAL BRANCH

JAN 23 1979

SOUS-DIRECTION DU
CONTENTIEUX

- 2 -

cc: Dr. W.K. Gummer
Manager
Planning & Coordination Division
Planning and Administration Br.
Atomic Energy Control Board

Mr. John F.D. MacIsaac
Director, Legal Services
Atomic Energy Control Board

Mr. Raymond Roger
Legal Adviser
Atomic Energy Control Board

Mr. G. Artichuk
Administrative Officer
Resource Geophysics &
Geochemistry Division
Energy, Mines and Resources Canada

Mr. Ron E. Williams
Director, Legal Services
Department of Energy, Mines
and Resources

Mr. J. Milligan
Acting Director, Legal Services
Department of Fisheries and
Environment

Mr. B.T. Lynch ✓
Officer I/C, Financial Management
Royal Canadian Mounted Police

Supt. F. Boivin ✓
Officer I/C, Legal Branch
Royal Canadian Mounted Police

Mr. Saul Tunis
Legal Adviser, Legal Services
Department of National Health
and Welfare

Mrs. Elizabeth Stringer
Administrative Officer
Health Protection Br.
Health and Welfare Canada

Insp. T.C. Jenkin
Officer I/C Security
Royal Canadian Mounted
Police

Mr. Nick Stevenson
Senior Financial Advisor
Financial Services
Fisheries and Marine
Service
Department of Fisheries
and Environment

Dr. Gerald F. FitzGerald
Constitutional,
Administrative and
International Law
Department of Justice

TABLE OF COSTS INCURRED BY THE PARTICIPATING DEPARTMENTS
OF THE GOVERNMENT OF CANADA IN THE SEARCH AND RECOVERY
OPERATION FOR THE COSMOS 954 SATELLITE

<u>DEPARTMENT</u>	<u>INCREMENTAL COSTS</u>		<u>TOTAL COSTS</u>	
	<u>PHASE I</u>	<u>PHASE II</u>	<u>PHASE I</u>	<u>PHASE II</u>
1. Atomic Energy Control Board	\$433,627.40	\$1,377,603.24	\$496,254.03	\$1,530,828.05
2. Energy, Mines and Resources	\$254,564.14	\$133,393.87	\$295,871.80	\$135,714.07
3. National Defence	\$3,706,765.30	\$110,759.73	\$11,223,549.32	\$243,115.43
4. National Health and Welfare	\$8,759.11	\$5,069.00	\$18,031.11	\$12,247.00
5. Royal Canadian Mounted Police	<u>\$10,632.91</u>	<u>nil</u>	<u>\$14,532.85</u>	<u>nil</u>
Sub Total:	<u>\$4,414,348.86</u>	<u>\$1,626,825.84</u>	<u>\$12,048,239.11</u>	<u>\$1,921,904.55</u>
Total:	<u>\$6,041,174.70</u>		<u>\$13,970,143.66</u>	

BC: jm

REVIEWER...BC.....

JAN 5 1978

G.S. 785-47 ✓

CONFIDENTIAL

1979-01-04

Department of Justice,
West Memorial Building,
344 Wellington Street,
Ottawa, Ontario.
K1A 0H8

Attention: Mr. Michael A. Kelen
Civil Litigation Section

Dear Sir:

Re: Cosmos 954 Satellite Claim
Against U.S.S.R.

✓ Receipt is acknowledged of your correspondence
dated 78-12-28.

Please be advised that no costs were incurred
by the R.C.M. Police in Phase II of Operation Morning
Light which was from April 21, 1978 to October 15, 1978.

Yours truly,

B. T. Lynch,
Officer In Charge,
Financial Management
Branch.

cc to Insp SEARINS
Security Police Section

JA
79-01-041
1/13